

WEBMANAGERCENTER *Le mag*

webmanagercenter.com

Hebdomadaire n°165 du 19 Octobre 2023 - 3 Dinars

Projet de Loi de Finances 2024 Retour à l'État providence



A LA UNE

Hausse des recettes touristiques
6 milliards de dinars
au 10 octobre

SECTEURS

FTUSA
Le secteur des assurances en forte croissance

BOURSE

Évolution du résultat global des sociétés cotées au premier semestre 2023

SOCIÉTÉ

Pas bête, le Tunisien moyen !

ECOMONDO

The green technology expo.

The ecosystem
of the Ecological
Transition

NOVEMBRE
7 - 10, 2023

PARC DES
EXPOSITIONS
DE RIMINI,
ITALIE

Organisé par
**ITALIAN
EXHIBITION
GROUP**
Providing the future

En collaboration avec

ITA
ITALIAN TRADE AGENCY
madeinitaly.gov.it



ECOMONDO
.COM

E23

WMC Editions Numériques

Société éditrice : IMG sa

ADRESSE :

Rue Lac Victoria-Rés.Flamingo

les Berges du Lac - Tunis

Tél. : (+216) 71 962 775

(+216) 71 962 617

(+216) 21 18 18 18

(+216) 20 313 314

(+216) 55 313 314

Fax : (+216) 71 962 429

Email : img@planet.tn

www.webmanagercenter.com

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Hechmi AMMAR

RÉDACTEURS EN CHEF

Amel BelHadj Ali

Talal Bahoury

RÉDACTION

Ali Driss

Khmaies krimi

Hajer Krimi

Amani ibrahimi

Sarra Boudali

PHOTOS

Anis MILI

DESIGN INFOGRAPHIE

Hynd GAFSI

Hela AMMAR

DIRECTION COMMERCIALE

Meryem BEN NASR

ADMINISTRATION

Raja Bsaies

Walid Zanouni

FINANCE

Mohamed El Ayed

Prix : 3 Dinars

Abonnement annuel : 120 Dinars

(inclus 2 mois gratuits)

CopyRight

Internet Management Groupe - IMG

WEBMANAGERCENTER *Le mag*

Hebdomadaire n°165 du 19 Octobre 2023



Avec les 4 «Non» de Kais Saïed, il faudrait peut-être oser le coup de crayon et les coups de balais

Non aux emprunts extérieurs, non à la levée des subventions, non à l'augmentation des impôts et non à la privatisation ! Comment avec ces 4 « non » présidentiels, établir le cadrage macroéconomique, réaliser un équilibre budgétaire, assurer la relance économique du pays et sortir de la récession ?



Projet de Loi de Finances 2024 : Retour à l'État providence

Au regard de l'état d'exception autocratique qui prévaut dans le pays, depuis le 25 juillet 2021, il semble que toutes les décisions majeures à prévoir dans le projet de loi de finances 2024 ont été prises...



Hausse des recettes touristiques : 6 milliards de dinars au 10 octobre

Les recettes touristiques cumulées ont atteint les 6 milliards de dinars, à la date du 10 octobre 2023, en hausse de 41,5%, en comparaison avec la même période de l'année dernière...



FTUSA : Le secteur des assurances en forte croissance

Le chiffre d'affaires global du secteur des assurances a atteint, en 2022, 3 184,955 MD contre 2 833,204 MD en 2021, soit un taux de croissance de 12,42 % en 2022...



BOURSE



AFRIQUE



ACTUALITÉS



IDÉES & DÉBATS



SPORT



Bourse de Tunis : Evolution du résultat global des sociétés cotées au premier semestre 2023

Le résultat semestriel global au titre de la première moitié de l'année 2023, des 63 sociétés cotées qui ont publié leurs états financiers affiche une progression de 4,6% par rapport à la même période de l'année 2022.



Le film 'Par-delà les Montagnes' de Mohamed Ben Attia remporte le Prix de la presse à Fameck

La 34ème édition du festival du film arabe de Fameck/Val de Fensch (France), a décerné le Prix de la presse à une fiction tunisienne, «Par-delà les montagnes» écrit et réalisé par Mohamed Attia.



Avec les 4 «Non» de Kais Saïed, il faudrait peut-être oser le coup de crayon et les coups de balais

Non aux emprunts extérieurs, non à la levée des subventions, non à l'augmentation des impôts et non à la privatisation ! Comment avec ces 4 « non » présidentiels, établir le cadrage macroéconomique, réaliser un équilibre budgétaire, assurer la relance économique du pays et sortir de la récession ?

L'économie nationale, au deuxième trimestre de l'année, affiche, selon l'INS un taux de croissance en repli par rapport au premier trimestre (révisée à 1,9 %, contre 2,1% initialement). « En termes de variations trimestrielles (c'est-à-dire par rapport au premier trimestre de 2023), le PIB en volume a connu une évolution négative de -1,3 %, alors qu'il avait augmenté

de 0,7 % au cours du trimestre précédent ».

La demande intérieure en volume a progressé de 0,2%, ce qui est très peu, et a contribué positivement à hauteur de 0,25 points de pourcentage à la croissance économique du deuxième trimestre (0,6). Le solde des échanges extérieur y a contribué à hauteur de 0,35

point, du fait de la hausse du volume des exportations de biens et services de (11,4%).

Des réalisations trop modestes qui ne suffiront pas à combler le manque de ressources financières permettant de combler les trous de 3 années successives où l'Etat a été dans l'incapacité de s'acquitter de ses engagements budgétaires.

La Tunisie affiche une croissance en repli, avec des taux de croissance revus à la baisse

Hechmi Alaya, une référence en matière d'analyse du contexte économique parle d'une récession économique qui s'installe en prenant pour indicateur la monnaie qu'il considère comme le miroir de l'économie. « L'éclairage le plus pertinent est fourni cette semaine par la monnaie. Jamais la Tunisie n'a connu en plus de deux décennies, un ralentissement aussi déclaré des financements bancaires à l'économie. Non seulement le crédit à l'économie n'a pas augmenté en juillet-août par rapport au second trimestre, mais il s'établit globalement à fin août, en hausse de seulement 2,5% par rapport à la même période de l'an passé. La part des crédits destinés à financer le cycle de production des entreprises et la consommation

des ménages est tombée cette année à son plus bas niveau depuis plus de deux décennies : 76,0% vs 78,9% l'an dernier et 87,6% en moyenne pour la décennie 2010. Cette raréfaction de l'offre de crédit bancaire est un signe qui ne trompe pas : le ralentissement économique s'est accéléré au 3ème trimestre ».

Au compter sur soi prôné par Kais Saied, les experts les plus compréhensifs répondent : ce n'est pas suffisant. Abdelkader Boudrigua, professeur d'économie estime que sans accord avec le FMI, il ne serait pas aisé de trouver les ressources nécessaires pour les investissements publics locomotive de la redynamisation économique. Pour que la Tunisie puisse retomber sur ses pattes, il va falloir réaliser une croissance de 6 à 7 %, ce qui relèverait de l'impossible pour les années 2024/2025 et 2026.

"Le ralentissement des financements bancaires à l'économie reflète un défi économique majeur", souligne Hechmi Alaya.

Tunisie : Une fuite en avant qui risque de coûter cher !

La BAD et aussi la Banque mondiale estiment que la

croissance pour l'année prochaine ne dépassera pas les 2,8 à 3%. « Le taux de croissance augmentera en Tunisie à 3% en 2024 pour se situer au même niveau en 2025, estime le rapport, soulignant que le taux de croissance a été révisé à la baisse de 1% en 2023 et de 0,6% en 2024. » Selon la Banque Mondiale plusieurs facteurs ont limité la hausse du taux de croissance en 2022, dont les chocs par suite des transactions étrangères et la lenteur des réformes.

Vaincre les résistances d'une Administration qui rejette les réformes !

Institutions nationales et internationales et experts appellent à l'accélération des réformes structurelles, seul moyen pour que la Tunisie de se remette de la récession et surmonte ses vulnérabilités économiques.

Mais avant tout l'apaisement et la réconciliation ! La Tunisie ne peut pas continuer dans la logique de la chasse aux sorcières et le climat de la peur. Il revient à la justice de sévir quel que soit le crime ou le délit et il est du devoir et même de l'obligation des pouvoirs publics de rétablir la confiance et rassurer la population partout et dans toutes ses composantes socioprofessionnelles ou régionales.

Un coup de crayon pour modifier les lois et réglementations handicapantes et des coups de balais dans une administration qui fait de la résistance à la numérisation et qui cultive la culture de la rente pourraient changer la donne dans le pays.

Le grand combat est celui que l'Etat doit livrer, mais plus intelligemment, à certains acteurs économiques qui monopolisent les opportunités d'affaires et au système d'autorisations qui bloque toute activité économique. En Tunisie, la rente est devenue une culture ancrée dans certains milieux qui disposent de tous les moyens y compris d'entrées dans l'administration publique pour rendre presque impossible toute concurrence ou l'entrée en scène de rivaux possible. Le secteur de la friperie en est l'illustration la plus parfaite, aussi certaines activités dans l'agroalimentaire, les tomates concentrées ou les fourrages en sont des exemples assez édifiants !

 **«Les réformes structurelles sont indispensables pour que la Tunisie se remette de la récession», insistent les experts**

Depuis les années 70, l'UGTT est aussi dans la rente monopolisation toute décision

dès qu'il s'agit d'entreprises publiques décidant des nominations et des responsables et plaçant les « proches » dans des postes administratifs clés.

L'Administration est aussi dans la rente, bloquant tout plan de mettre fin au contact direct avec les administrés et profitant des bénéfices que cela peut apporter. Sans tomber dans la généralisation, nous pouvons trouver des centaines d'exemples dans les services de douanes, ceux des impôts, les municipalités et même les postes de police. Une partie de l'administration publique est prête à livrer toutes les guerres pour ne pas céder le pouvoir de décider d'accorder ou de ne pas accorder une autorisation, un certificat ou une attestation.

Dans les années COVID, Nizar Yaïche, alors ministre des Finances, a dû imposer par la force que la déclaration de revenus pour un chiffre d'affaires de plus de 100 mille dinars se fasse à distance. (Avant, il fallait un million de dinars).

L'Administration-celle du ministère de l'Intérieur- qui fait tout pour maintenir le visa en papier alors que l'établissement du visa électronique pourrait faire gagner au pays un milliard de dinars par an, outre l'encouragement des investisseurs de tous les pays du monde qui pourraient venir en

Tunisie, plus facilement au lieu d'être obligés de chercher une ambassade et d'attendre des semaines ou des mois pour avoir le visa.

Une administration qui traîne à lancer le passeport biométrique obligatoire à partir de 2024 dans tous les aéroports du monde mettant les voyageurs tunisiens dans des situations embarrassantes même aujourd'hui à chaque fois qu'ils partent dans des pays où les passeports non biométriques ne sont pas tolérés.

Ne parlons pas des appels d'offres nationaux et de tous les subterfuges, nous y reviendrons. Numérisation et rétablissement de la confiance devraient être les maîtres mots en Tunisie alors que nous ignorons ce que nous réserve un futur économique défini par les 4 « Non » du président de la République.

Si l'Etat use du coup de crayons et des coups de balais, peut-être qu'il pourrait assumer comme il se doit la responsabilité de répartir les richesses d'une croissance espérée alors que nombreux sont les créateurs de richesses qui préfèrent désertir la Tunisie pour faire profiter de leur expertise, idées, projets et finances d'autres pays.

Amel BelHadj Ali



Projet de Loi de Finances 2024

Retour à l'État providence

Au regard de l'état d'exception autocratique qui prévaut dans le pays, depuis le 25 juillet 2021, il semble que toutes les décisions majeures à prévoir dans le projet de loi de finances 2024 ont été prises, le 11 octobre 2023, par le Président de la République Kaïes Saïed.

Le Chef de l'Etat, qui a présidé, à cette occasion, une ultime réunion consacrée au PLF 2024 et au projet de loi complémentaire 2023 en présence du chef du gouvernement, Ahmed Hachani et la ministre des Finances, Sihem Nemsia, marque ainsi de son empreinte la philosophie sur la base de laquelle le budget de l'État, et ses composantes,

l'ensemble des dépenses et des recettes de l'État, seront exécutés.

Priorité au social

L'approche du chef de l'Etat consacre le retour de l'Etat providence, voire de l'Etat social. Dans ce contexte, l'accent a été mis sur "l'importance de la justice sociale et de la croissance réelle en fonction de nos ressources et de nos choix nationaux", lit -on- dans le communiqué qui a sanctionné cette réunion.

👉👉 L'approche du chef de l'État consacre le retour de l'État providence, voire de l'État social

Toujours selon la même source, Le président de la République a insisté sur le fait que "ces deux projets s'inscrivent dans un cadre juridique qui doit être réexaminé dans de nombreux secteurs, notamment, le transport, la santé, l'éducation et la sécurité sociale, pour que l'État puisse retrouver pleinement son rôle social".

Mieux, le chef de l'Etat est déterminé à inscrire dans la durée cette approche budgétaire à vocation sociale « cela ne peut être, uniquement, réalisé à travers les lois de finances, mais aussi par la promulgation de nouvelles lois pour remplacer celles mises en place pour servir des intérêts particuliers au détriment de la grande majorité

du peuple tunisien", rapporte le communiqué.

Concrètement, le PLF2024 dont quelques retouches seront discutées et adoptées lors du traditionnel marathon budgétaire, prévoit plusieurs mesures à vocation sociale.

Le projet prévoit, ainsi, une augmentation de 1000, le nombre des familles à faible revenu bénéficiaires de l'aide de l'Etat. Ces familles recevront une aide mensuelle de 220DT.

Dans le souci de préserver le pouvoir d'achat et de l'améliorer, un tant soit peu, l'Etat s'engage, également, à prendre en compte les conséquences des crises mondiales sur l'économie du pays et sur les produits de consommation.

Le PLF2024 prévoit une augmentation du nombre de familles à faible revenu bénéficiaires de l'aide de l'État

Autres mesures : dans l'optique de consacrer la stabilité fiscale l'Etat s'est engagé à ne pas instituer des impôts supplémentaires. Le PLF 2024 ne comporte pas de nouvelles taxes pour les personnes physiques et morales. Au rayon entrepreneurial, une bonne nouvelle pour les PME

nouvellement créées. Ces dernières vont bénéficier, à partir de l'année prochaine, d'une exonération d'impôt pour une durée de trois ans.

Le secteur agricole et ses 600 mille exploitants agricoles seront apparemment chouchoutés. Objectif : les encourager à accroître la production. Concernant les céréales à titre indicatif, le PLF 2024 mettra l'accent sur la mobilisation de nouvelles ressources hydriques. Il s'agira, probablement, de l'orientation d'une importante partie des eaux stockées dans les barrages vers l'irrigation d'appoint des grandes cultures.

Toujours au chapitre de l'Etat providence, le PLF2024 prévoit le démarrage et l'avancement d'au moins de trois mégaprojets d'infrastructure : le pont de Bizerte (liaison terrestre), l'autoroute reliant Tunis Jelma, le port en eaux profondes d'Enfidha.

Financement du budget : la tendance serait au compter sur soi

Reste la délicate et épineuse question du financement du budget de 2024. Tout le monde sait que la dette tunisienne est, pratiquement, insoutenable depuis plusieurs années. Cette insoutenabilité est perceptible à travers le fait que le pays ne peut pas dégager des ressources

en devises suffisantes pour rembourser sa dette sans affecter sa capacité à investir et à se développer, tout en continuant à recourir à des crédits à des conditions non coûteuses.

Si la Tunisie est parvenue, en 2023, à tirer son épingle du jeu en dépit du blocage des négociations avec le FMI depuis 2019, les choses seront plus compliquées en 2024 et même en 2025.

L'État s'engage à préserver le pouvoir d'achat et à minimiser les conséquences des crises mondiales sur l'économie

Invité, le 18 janvier 2020, par les think tanks, le Cercle Khéreddine et le Forum Ibn Khaldoun pour le développement, pour s'exprimer «La soutenabilité de la dette tunisienne», Mme Lamia Zribi, ancienne ministre des finances, avait attiré l'attention sur les pressions que va connaître la Tunisie, durant les années 2021, 2024 et 2025. « Au cours de ces trois années notre pays aura à rembourser, d'après Mme Zribi, de gros montants. L'Etat tunisien aura à rembourser, en 2021, deux prêts garantis par les Etats-Unis d'un montant global d'un milliard de dollars, en 2024 et en 2025 de deux prêts contractés sur le marché financier international

privé de 1,850 milliard d'euros ».

Face à une telle situation, le président Kaies Saied, qui refuse toujours le diktat des bailleurs de fonds dont le FMI, plaide pour le compter sur soi.

Fidèle à ses envolées lyriques, le président de la République a souligné, lors de la réunion du 11 octobre 2023 que "la Tunisie, avec ses propres ressources, est capable de surmonter toutes les difficultés grâce à la détermination de son peuple à préserver son indépendance nationale et à la participation de tous dans la lutte pour la libération".

Il entend, dans la pratique, associer davantage les banques au financement de l'économie du pays. « La réunion a également permis d'aborder "la nécessité de l'engagement des banques et des institutions financières dans cet effort national, que ce soit dans leurs relations avec l'État et ses institutions ou avec les citoyens et les jeunes entrepreneurs en particulier", note le communiqué précité.

D'autres économistes et experts se sont prononcés pour des alternatives au FMI.

Skander Sellami, président de l'Association tunisienne pour la gouvernance fiscale a relevé, dans un entretien accordé au quotidien « La Presse » que «

pour disposer de davantage de ressources de financement, l'Etat peut œuvrer à l'amélioration du rendement des entreprises publiques et à l'augmentation des ressources non fiscales, provenant de l'exportation des phosphates et du redressement de l'activité touristique ».

Aussi, le gouvernement peut, selon l'expert, travailler sur l'optimisation du potentiel fiscal des acteurs économiques. Il s'agit d'après lui d'augmenter le volume de l'économie à travers la mise en place de mesures simples visant, à titre d'exemple, à réduire la bureaucratie. Mais rester sur une politique de rigueur en serrant la vis aura, selon Sellami, une incidence sur l'activité de divers secteurs et grippe les rouages de l'économie ».

L'année 2024 sera difficile, mais...

Pour sa part, l'analyste financier Bassem Ennaifer a déclaré, sur les ondes de la radio privée Express FM, que « le pays a démontré, en 2023, la possibilité qu'en dépit de toutes les difficultés rencontrées en matière de mobilisation des ressources sur le marché extérieur, il a pu payer toutes ses dettes extérieures ».

L'expert a estimé que « la sortie de la Tunisie sur le marché financier international restera également difficile au cours

de l'année prochaine, à moins d'obtenir une garantie, mais le coût sera élevé. Et de souligner la nécessité de s'appuyer sur les ressources propres et celles provenant des coopérations bilatérales. Il a ajouté que les pressions au cours de l'année 2024 seront plus fortes et qu'il est regrettable que le stock des devises étrangères généré par les envois de fonds et le succès de la saison touristique soit orienté vers l'allègement de la dette et la fourniture de matières premières de base au lieu qu'il soit dédié au soutien des entreprises et des investissements.

Par-delà ces propositions et analyses, en dépit de la précarité et des frustrations générées par le blocage des négociations avec le FMI, il faut reconnaître que « le compter sur soi » a donné des résultats positifs en matière de lutte contre le gaspillage et de compression des dépenses publiques. En témoigne une récente déclaration de la Directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), Kristalina Georgieva. Cette dernière, contrairement aux prédictions des prophètes du malheur qui ont prédit au pays tous les malheurs (faillite, recours au club de Paris, explosion sociale...) a estimé, que « la Tunisie n'était pas encore au bord du gouffre". Sans commentaire.

Abou SARRA



Hausse des recettes touristiques

6 milliards de dinars au 10 octobre

Les recettes touristiques cumulées ont atteint les 6 milliards de dinars, à la date du 10 octobre 2023, en hausse de 41,5%, en comparaison avec la même période de l'année dernière, d'après des indicateurs publiés, vendredi, par la Banque Centrale de Tunisie (BCT).

Les revenus du travail ont, à leur tour, enregistré une hausse

moins importante de près de 5%, pour se situer au niveau de 5,9 milliards de dinars, contre 5,6 milliards de dinars, un an auparavant.

A la faveur de l'amélioration des recettes touristiques et des revenus du travail, la BCT a fait état, d'une amélioration des avoirs nets en devises, lesquels ont dépassé les 27 milliards de dinars, l'équivalent de 121

jours d'importation, à la date du 12 octobre 2023, contre 23,6 milliards de dinars (108 jours d'importation), à la même date de l'année 2022.

Pour ce qui est des services de la dette extérieure cumulés, ils ont connu un accroissement de 20,4%, avoisinant, actuellement, les 8 milliards de dinars.

Tunisiens

Résidents à l'Étranger



Crise de la Dette

Les défis pour les pays à faibles revenus



pays à faibles revenus.

Toutefois, le rapport estime que les craintes concernant la dette souveraine ne concernent pas uniquement les pays à faibles revenus mais aussi les économies avancées également exposées à la montée des taux d'intérêt.

La dette mondiale a atteint 307 trillions de dollars à la fin du deuxième trimestre de 2023 selon les données de l'Institut de la finance internationale. La crise de la dette aggrave, selon le même rapport, les crises auxquelles sont confrontés les pays en développement, menaçant la stabilité financière internationale.

Le renchérissement du coût de la dette serait l'une des répercussions du durcissement des politiques monétaires visant à contenir l'inflation, indique un récent rapport du FMI sur la stabilité financière dans le monde.

Selon le rapport présenté, mardi, dans le cadre des travaux des Assemblées annuelles 2023 du Groupe de la Banque mondiale et du Fonds monétaire

international qui se tiennent du 9 au 15 octobre à Marrakech, au Maroc, le danger réside dans la fragilité de la situation financière des emprunteurs qui compromet leur capacité de remboursement et augmente les risques d'insolvabilité.

Le même document souligne que la montée des taux d'intérêt impose de nouveaux défis aux gouvernements et durcit les conditions d'emprunt pour les

Les participants aux Assemblées annuelles 2023 du Groupe de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international se penchent ainsi sur les solutions possibles pour éviter que cette crise de la dette ne se transforme en crise globale ; étant donné la part importante des bailleurs de fonds et des marchés financiers internationaux dans l'endettement des pays en développement.



Tunisie

les experts s'inquiètent de la situation socio-économique

S&P vient de publier un rapport pas très élogieux sur l'économie tunisienne. On y dresse un tableau noir du taux de chômage qui a légèrement reculé par rapport à l'année dernière mais où la part des diplômés du supérieur a augmenté passant de 23,7 % au deuxième trimestre de l'année 2023 contre 23,1 % au premier trimestre de l'année et 22,8 % au deuxième trimestre de 2022. On y parle de la perte du pouvoir d'achat, de l'asthénie de la croissance et de l'insoutenabilité de la dette.

La Tunisie a, tout de même,

remboursé plus de 70% d'échéances de remboursement de grosses sommes à des prêteurs occidentaux mais ne crions pas victoire trop tôt.

« L'augmentation des avoirs en devises contraste avec les pénuries récurrentes de produits importés mais correspond à une mesure de précaution en prévision des prochaines échéances car la dette extérieure de l'État -celle inscrite dans son Budget et honorée à hauteur de 70,3% à fin août 2023- ne représente qu'une moitié environ (51,9% en moyenne des 5 dernières années) de la dette extérieure totale de la Tunisie » peut-on lire

sur le bulletin d'information n°34 d'Ecweek.

S&P déplore les tensions entre le gouvernement tunisien et le FMI estimant que même l'accord de 1,9 milliard de dollars est à rediscuter et à recalibrer totalement. Kais Saïed, président de la République n'en démord pas, pour sa part. Il tient à sa souveraineté nationale et refuse qu'on lui dicte les politiques à tenir dans son pays. Il l'a de nouveau scandé lors de la réunion du Conseil de Sécurité nationale du lundi 25 septembre. « Il faut compter sur soi-même » n'a-t-il cessé de répéter !

Mais il ne précise pas de quel soi, il s'agit. De la communauté d'affaires traitée de tous les noms et vivant dans la peur ? Des dirigeants des banques publiques que les clients fuient aujourd'hui et dont les cadres terrorisés parce qu'ayant accordé des prêts, pourtant légaux, on les met dans les cases des corrompus et on les écroue, cherchent du travail ailleurs ? Ou encore des 638.000 chômeurs qui ne trouvent pas preneurs à cause d'une croissance économique atone et de l'absence des investissements publics et privés ?

D'ailleurs, le rapport S&P ne prévoit pas de recul du taux de chômage et n'est même pas optimiste quant à une croissance économique « respectable » pour les années 2024-2025 qui pourrait réduire considérablement le chômage. Une croissance qui ne dépasserait pas les 2% d'après les auteurs du rapport.

Les taux d'inflation situés aux alentours de 8-9%, continueront sur cette lancée et le dinar, continuera son glissement. « Il faudra d'ici 2024, quatre dinars pour obtenir un dollar américain ». Les auteurs alertent au sujet des déficits jumeaux : déficit budgétaire et déficit commercial. Ensemble, ces déficits pourraient occasionner une hémorragie des ressources handicapant au passage l'investissement national et refroidissant les vellétés des

investisseurs étrangers, estime-t-on.

Et pour le grand bonheur des Tunisiens et de la Tunisie (sic), il n'y a pas que S&P qui s'inquiète de la situation socioéconomique du pays, Hechmi Alaya vient de publier une petite synthèse du rapport annuel sur la liberté économique dans le monde de l'Institut canadien Fraser produit, en collaboration avec un groupe de centres de recherche et d'éducation indépendants dans près de 100 pays.

« Au classement 2023 qui vient d'être publié, la Tunisie se positionne à la 121ème place, dans le dernier quartile, celui des pays les moins libres « least free », loin derrière le Maroc (97ème) mais « plus libre » que l'Égypte (144ème), l'Algérie (157ème) et la Libye (160ème).

En Afrique, elle pointe à la 21ème place, loin derrière le Botswana (77ème) ou Kenya (78ème) et la Rwanda (80ème).

Dans les pays de la région arabe, elle se positionne au huitième rang loin derrière le Bahreïn (45ème) et la Jordanie : 51ème.

Dans le détail, la Tunisie apparaît très mal lotie dans les cinq domaines retenus par l'Institut Fraser pour mesurer la liberté économique ». La Tunisie n'est pas bien placée aussi quant au

système juridique et la protection du droit de propriété où elle obtient son meilleur rang mondial (90ème) mais, toujours est-il, qu'elle ne cesse de rétrograder depuis 2010.

En revanche, au grand Dam des apprentis économistes que l'autonomie relative de la banque centrale dérange au plus haut point, le seul progrès qui mérite d'être signalé pour ces deux dernières années, estime l'Institut Fraser, a trait à la qualité de la gestion de la monnaie où la Tunisie est gratifiée de son meilleur score : 7,99 après un score moyen sur les 5 dernières années de 7,07. Une note gratifiante à voir les scores du pays dans d'autres catégories comme la liberté économique, le droit à la propriété ou la sécurité juridique.

Tant il est vrai que les dizaines de milliers d'experts des réseaux sociaux (resic) qui pensent pouvoir dessiner les politiques de l'Etat et d'Institutions aussi solides que la BCT n'ont pas voix sur le chapitre dès lors qu'il s'agit d'enjeux déterminants pour le pays telle la politique monétaire.

Mais jusqu'à quand, la compétence et l'expertise pourront tenir face aux vagues de populisme et d'ignorance ? That-is the question!

(Sources: Ecoweek 34, INS, Economics4 Tunisia-E4T)



Congrès CONECT 2023

Focus sur la lisibilité des réglementations et l'efficacité de la diplomatie économique

12 ans d'existence, 3 congrès électifs dans le respect scrupuleux de ce que stipulent les statuts et les règlements intérieurs, 3000 adhérents, bureaux régionaux couvrant tout le territoire national, participations aux grandes manifestations nationale ou internationales, réalisations d'études économiques et défense systématique des intérêts des syndiqués. Nous citons la Confédération des Entreprises citoyennes de

Tunisie (Conect) qui vient d'annoncer, lors d'une conférence de presse, mardi 10 octobre, la tenue de son troisième congrès national vendredi 10 novembre 2023.

Défenseuse des intérêts des « Petits Patrons », (PME/PMI/TPE) la CONECT ne cesse de déployer des stratégies touchant aussi bien la fiscalité, le développement de la politique commerciale que la diplomatie économique.

A force d'assiduité et de participations efficaces à toutes les rencontres avec les pouvoirs publics autour de nouvelles législations, mesures ou décisions économiques, la CONECT a fini par les convaincre de l'intérêt de son apport en tant qu'acteur efficace dans l'amélioration du climat d'affaires grâce à des discussions sereines et des propositions bien étayées et argumentées considérant les relations Patronat-Pouvoirs publics comme des partenaires

et non des adversaires.

« Nous estimons que notre rôle ne se limite pas à celui basique de défendre nos syndiqués, mais de soumettre aux décideurs publics des suggestions afin de solutionner des situations de conflits ou d'intérêts paraissant à première vue difficiles à résoudre. Nous l'avons fait dans la crise sur le pain subventionné et les boulangeries non classées mais aussi pour les jardins d'enfant et garderies » a précisé Tarak Cherif, président sortant après deux mandats qui prendra le lead de CONECT International après le congrès.

Le congrès qui se tient au mois de novembre prochain et qui sera électif sera organisé autour du thème « Les filières économiques : menaces et aspirations-Financement, accès aux marchés, complexité économique ».

Un thème qui comprend à lui seul toutes les problématiques auquel sont confrontés les entrepreneurs économiques en Tunisie. Entrepreneurs pour lesquels la conduite des stratégies industrielles repose largement sur la capacité des entreprises à accéder aux marchés internationaux. Les petites et moyennes entreprises ne sont pas assez outillées en termes de capacités d'internationalisation et de ce fait n'arrivent pas à

s'imposer dans les marchés mondiaux.

« Nous avons été associés à toutes les politiques et stratégies gouvernementales. Nous faisons des propositions qui ne sont pas très souvent prises en compte mais nous ne désespérons pas. Nous continuerons à œuvrer positivement en faveur de l'économie nationale. Nous sommes heureux de voir aujourd'hui que les tous jeunes entrepreneurs Conect qui se sont déplacés avec nous dans des pays africains afin de prospecter les marchés, ont aujourd'hui pignon sur rue et évoluent positivement au Sénégal, en Côte d'Ivoire et dans nombre de pays de l'Afrique subsaharienne. Nous voulons être un patronat qui solutionne, accompagne et conquière car le marché national est trop exigü pour les capacités de nos entrepreneurs » a déclaré Hosn El Woujoud Ben Mustapha, membre du bureau exécutif sortant.

L'industrie de la Culture : un secteur porteur et gratifiant !

En ce moment même a, à ce propos, précisé Tarak Cherif, il y a deux délégations Conect parties à l'international, l'une aux Etats-Unis et l'autre à Oman. « Nous estimons que dans un monde globalisé, la diplomatie économique est un outil incontournable dans la promotion

de l'économie. Notre ambition est de faire de nos entreprises des champions internationaux. Elles en sont capables même si elles doivent faire face à des réglementations et un cadre administratif contraignants. Nous avons été en Côte D'Ivoire ou nous avons eu l'occasion de rencontrer 13 ministres. Ce pays réalise 6 à 7 points de croissance chaque année, c'est dire le potentiel qu'il offre à nos opérateurs. Les perspectives au Sénégal sont aussi prometteuses, dans ces deux pays, il n'y a pas de risques politiques et le climat d'affaire est encourageant. Nous avons aussi accueilli de nombreuses délégations étrangères ici même à Tunis pour leur faire découvrir l'offre nationale ».

Pour Tarak Cherif, le seul moyen pour la Tunisie, d'échapper au marasme économique est la création de richesses et l'appui aux secteurs économiques prometteurs tel celui des énergies renouvelables qui permettrait de réduire la facture énergétique et aussi d'apporter des devises au pays. Un secteur qui n'arrive pas à décoller réellement en l'absence d'une volonté politique affirmée.

L'industrie aussi doit avoir une part importante de l'attention des décideurs publics. « L'industrie est un secteur à forte employabilité qui a été fragilisée par le marché parallèle et l'inondation du



marché national par des produits venant de pays qui font du dumping massacrant au passage les industriels locaux».

La Conect défend, propose mais aussi s'engage dans de nouveaux combats pour positionner des activités ignorées par la logique économique du pays au cœur de la dynamique industrielle. Mongia Amara, membre du BE de la Conect déplore, à juste titre, le peu d'intérêt accordé par pouvoirs publics et acteurs privés à l'industrie de la culture et pourtant, il y a des pays qui réalisent des taux de croissance importants grâce à cette industrie et en tête à l'échelle mondiale, l'Inde et les Etats-Unis mais aussi l'Egypte et la Turquie.

« Nous encourageons l'investissement dans la culture et nous encourageons les jeunes à se constituer en consortiums pour organiser des manifestations, des spectacles et des activités culturelles valorisant le patrimoine culturel et civilisationnel inouï de la Tunisie. Notre pays est doté de tous les atouts lui permettant d'être un pôle culturel multidimensionnel en Méditerranée. Il faut juste mettre en place les stratégies et les moyens adéquats pour son développement. Rien que le fait d'investir dans le tourisme culturel plutôt que dans celui de masse pourrait transformer la Tunisie en une destination haut

de gamme avec des services mieux gratifiés ».

Travailler sur le sauvetage de secteurs économiques menacés d'effondrement, œuvrer à l'amélioration des cadres réglementaires pour améliorer le climat d'affaires, créer richesses, croissance et emplois, être des acteurs efficaces dans l'amélioration des politiques publiques s'agissant du secteur privé, est un travail à temps plein que la Conect est bien décidée à accomplir.

« Notre tâche n'est pas facile mais nous sommes déterminés et persévérants, conclut Aslan Bergeb. Pour preuve, nous sommes aujourd'hui membre du Conseil supérieur de la fiscalité et nous avons réussi à changer les statuts de transitaires, en faisant des agents de Transit. Ils sont aujourd'hui 75 opérateurs dans le secteur du transit. Nous sommes, il est vrai, une jeune organisation mais par notre travail et nos efforts, nous sommes convaincus de pouvoir avec tous nos partenaires être des acteurs dans la transformation de l'économie nationale vers le mieux ».

That's all folks...

Amel BelHadj Ali

Exportations Huile d'olive

Les recettes des exportations de l'huile d'olive tunisiennes depuis le début de la campagne à fin septembre 2023 ont augmenté de 56,6% pour atteindre 3188,4 millions de dinars (MD), d'après la note " Onagri vigilance" publiée, vendredi, par l'Observatoire National de l'Agriculture (Onagri).

En volume, les exportations de l'huile d'olive ont régressé de 1,7%, à 185 mille tonnes, par rapport à la même période de la campagne 2021-2022.

L'Onagri a précisé que le prix moyen enregistré durant les onze premiers mois de la campagne est accru de 59,3% pour se situer au niveau de 17,24 DT/kg contre 10,82 DT/kg enregistré au cours de la même période de la campagne dernière.

Le piège des usuriers

PME tunisiennes prises en otage par des taux d'intérêt exorbitants



Face aux énormes difficultés rencontrées pour accéder à un financement bancaire, des PME confrontées au spectre de la banqueroute se sont rabattues sur des usuriers de la place. A titre indicatif, sur 500 mille dinars demandés, elles doivent payer aux usuriers pas moins de 700 mille dinars.

Si certains ont pu résoudre leur problème en dépit du coût élevé du loyer de l'argent, d'autres se sont retrouvés en prison pour avoir donné des chèques qu'ils n'ont pas pu honorer.

Les usuriers étant, en général, des personnes physiques qui détiennent des capitaux qu'ils sont prêts à octroyer sous forme

de crédit à haut taux d'intérêt pour gagner plus sur le dos du bénéficiaire. Cette forme de financement devient en vogue en période de crise quand les sociétés ont besoin d'argent en urgence et qu'elles ne trouvent pas une source fiable, alors elles se rabattent sur le premier venu qui est prêt à fournir les fonds nécessaires.

Selon des témoignages de victimes de ces prêteurs informels rapportés par une enquête menée par le site électronique Achariaa Al Magharibi (20 juin 2023), les usuriers ont tendance, depuis une dizaine d'années à user et abuser en toute impunité. Au courant de ce trafic, le ministère des finances, impuissant devant ce trafic mafieux, se contente,

par le biais de communiqués, de mettre en garde les citoyens contre ces pratiques.

Les victimes de ces usuriers qui reçoivent le chèque comme garantie sont généralement des commerçants (fripiers, grossistes ...), des éleveurs de bétail des PME et TPE dans le textile et autres activités. D'après l'Association nationale des petites et moyennes entreprises (ANPME), 93% des PME et TPE tunisiennes utilisent le chèque comme garantie.

La plupart du temps, ces PME et TPE ont connu un ralentissement de leurs activités à cause de deux crises successives : la pandémie du corona virus covid 19 et la guerre russo- ukrainienne.

Ceux qui n'arrivent pas à payer les usuriers dans le temps par l'effet d'une maladie ou d'un autre empêchement, ils n'ont d'autre alternative que d'aller en prison ou de fuir le pays, et ce en attendant, l'amendement de l'article 411 du code du commerce qui incrimine le chèque en bois.



Produits manufacturés et services

La Tunisie a emprunté 1,15 milliard auprès des banques locales, depuis le début de l'année 2023

Depuis le début de l'année 2023, la Tunisie a emprunté auprès des banques locales environ 1 150 millions de dinars (MD) en devises, et ce, dans le cadre de deux prêts syndiqués.

Ce montant représente le double de la valeur du prêt bancaire en devises prévue dans le Rapport sur le budget de l'Etat pour l'année 2023 laquelle (valeur) est estimée à 528 MD.

La Tunisie a mobilisé auprès des banques locales environ 1,27 milliard de dinars en 2021 et le gouvernement a œuvré à mobiliser 340 MD, selon la loi des finances de l'année 2022.

Ces données interviennent au moment où le gouvernement ambitionne, en 2023, de

mobiliser 24,3 milliards de dinars à partir de diverses ressources d'emprunt intérieurs tels que les bons du trésor, l'emprunt obligataire national et le prêt syndiqué en devises.

Le ministère des finances a indiqué, le 10 octobre 2023, que 18 banques locales ont octroyé à l'Etat un deuxième prêt syndiqué de 750 MD en devises tandis que le premier prêt, signé le 16 mai dernier, a été financé par 12 institutions bancaires locales pour un montant dépassant 400 MD en devises.

Il s'agissait de la 7ème opération du genre, réalisée durant les cinq dernières années, selon l'économiste, Ezzedine Saidane. Dans une déclaration à l'agence TAP, l'économiste avait

expliqué que "ces prêts se font, essentiellement, sur les dépôts à vue des clients non-résidents des banques, c'est ce qu'on appelle dans le domaine bancaire une transformation de dépôts à vue, en crédits à moyen terme à l'Etat " Le ministère des Finances recourt au prêt syndiqué pour rembourser une ancienne dette banques locales.

Il est à noter que le rapport sur le budget de l'Etat 2023 prévoit que le gouvernement rembourse aux banques locales des montants de 140 millions d'euros en mars 2023 et 86 millions d'euros, en juin 2023. Le département des Finances a indiqué que l'Etat a remboursé aux banques locales 5 millions de dollars en avril 2023 et 43 millions de dollars en juin 2023.

MEDIBAT 2023

Une 17e édition sous pression !



a également noté la présence du premier délégué en charge de la gestion des affaires du gouvernorat de Sfax, Alhabib Balghouthi (Sfax n'a pas de gouverneur depuis janvier 2023). Bien entendu tout ce beau monde aux côtés du dynamique président de la CCIS, Ridha Fourati.

Mais on retiendra aussi pour cette édition son inauguration officielle par un membre du gouvernement – mais sans accroc SVP -, en la personne de Sarra Zaâfrani Zenzri, ministre de l'Équipement et de l'Habitat.

Point de vue exposants, ils sont certes moins nombreux cette année par rapport aux précédentes éditions, 150 au total de 8 pays différents, des entreprises tunisiennes dans leur majorité, mais de haute facture toutefois. Ils opèrent dans tous les secteurs du bâtiment, des BTP et des services et activités annexes.

Concernant les événements parallèles, les forums entre autres, la 17e édition du MEDIBAT n'a rien à envier aux autres éditions en termes

Contre vents et marées, la Chambre de commerce et d'industrie de Sfax (CCIS) a réussi le pari d'organiser la 17ème édition de son événement mythique, le Salon méditerranéen du bâtiment, du 4 au 7 octobre 2023.

Un exploit en quelque sorte, dira le président de la CCIS, Ridha Fourati lors de son allocution

d'ouverture du Salon, mercredi 4 octobre.

En dépit des vents contraires, la Chambre a pu faire venir des invités étrangers de marque, tel que le ministre de la Construction, de l'Urbanisme et de l'Habitat de la République du Congo-Brazzaville, Josué Rodrigue NGOUONIMBA, ainsi que d'autres personnalités. On

de participation d'experts de renommée et de représentants de structures professionnelles et d'affaires des plus prestigieuses qui ont pris part aux différentes manifestations et activités parallèles à l'exposition.

En outre, des visiteurs professionnels internationaux venant d'une douzaine de pays ont pris part à MEDIBAT 2023 : du Burkina Faso, du Congo-Brazzaville, du Cameroun, de Côte d'Ivoire, du Sénégal, de Libye et de France, et naturellement de Tunisie.

Nouveauté de MEDIBAT 2023 : un pavillon "fraternité et coopération africaines" dédié aux rencontres de partenariat B2B et B2G

La première journée du Salon a été marquée par le démarrage des rencontres de partenariat BtoB (Business to Business) et BtoG (Business to Government) au sein d'un nouveau pavillon baptisé "Fraternité et coopération africaines". Et aussi étonnant que cela puisse paraître, c'est que des professionnels africains venus du sud du Sahara se sont rencontrés et ont noué des rapports au sein dudit pavillon. C'est cela aussi l'une des marques de fabrique de MEDIBAT : faire rencontrer des professionnels parfois même des décideurs loin de leurs bases nationales.

Ainsi, des professionnels, décideurs et autres donneurs d'ordres de nombreux pays ont pris part à cette activité de MEDIBAT à même de déboucher sur des joint-ventures dans les domaines de la construction entre divers acteurs économiques des secteurs public et privé.

Les forums

Pour la présente édition du MEDIBAT, les organisateurs n'ont retenu que deux forums (au lieu de quatre habituellement), à savoir le Forum de l'entrepreneuriat et le Forum scientifique.

En effet, « Entreprendre pour un bâtiment vert et durable », c'est le thème du Forum de l'entrepreneuriat de la 17^e édition du MEDIBAT. Il a réuni plusieurs structures professionnelles, dont Tunisie Green Building Council, le Centre Technique des Matériaux de Construction, de la Céramique et du Verre (CTMCCV), le Cluster Green Building relevant de la Société de Gestion de la Technopôle de Borj Cedria et le Centre d'affaires de Sfax.

Dans ce cadre, cinq grandes thématiques ont été débattues par les experts et les spécialistes ayant participé à la manifestation. Il s'agit de « La stratégie nationale pour le développement et la promotion des bâtiments Green Building en Tunisie », « Les outils et les mécanismes

d'appui technique offerts pour la construction des bâtiments durables et Green Building en Tunisie », « Présentation des entreprises de matériaux de construction et des techniques de construction favorisant la construction des bâtiments durables et Green Building », « Les mécanismes de financement de soutien pour la promotion des bâtiments durables et Green Building » et « Ouverture des Ateliers et Rencontres B2B entre entreprises adhérentes au cluster bâtiment durable et Green Building ».

« **Sciences et Villes** », c'est le thème du Forum scientifique, qui s'est tenu le 5 octobre et qui a enregistré de nombreux ingénieurs, architectes, chercheurs et experts en urbanisme. Signe que le thème est on ne peut plus d'actualité, des membres des délégations africaines participantes au Salon mais aussi des élèves ingénieurs ont pris part aux débats de cette manifestation.

Ici on retiendra les interventions des experts et spécialistes qui ont animé les différents panels du forum lesquels ont porté sur 3 grandes thématiques : « Urbanisme et législation », « Ecologie et développement durable » et « Technologie ».

Comme l'on pouvait s'y attendre, on a longuement évoqué les

problématiques liées aux bâtiments verts, intelligents et durables.

Ainsi, après une présentation commune des chercheurs Hamed BEN DHIA, Mohamed MEDHAFFAR et Boubaker ELLEUCH ayant porté sur « La crise environnementale et les transitions énergétiques à Sfax », l'ancien ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et président du Conseil des sciences de l'ingénierie a présenté le "Nexus eau-énergie-alimentation-écosystèmes", qui pourrait constituer une opportunité pour améliorer les sécurités hydrique, énergétique et alimentaire dans notre pays.

Parmi les structures professionnelles et de recherche qui y ont participé, on cite l'Ordre des ingénieurs tunisiens (OIT), l'Ordre des architectes tunisiens (OAT), l'Agence nationale de maîtrise de l'énergie (ANME), le Conseil des sciences de l'ingénierie relevant de l'OIT et l'Association KNX UC.

Une autre table ronde a retenu notre attention, c'est celle intitulée « TECHLOG ». C'est quelque chose de nouveau à MEDIBAT de débattre du transport et de la logistique. Mais pourquoi pas, la CCIS nous a habitués à innover, et souvent ça marche.

La preuve, pour cette première, de nombreux chercheurs, experts et autres représentants du secteur du transport et de la logistique ont pris part aux travaux de cette table ronde sur le projet TECHLOG – pour Technological Transfer For Logistics Innovation in Mediterranean Area -, qui s'est tenue jeudi 5 octobre en marge de la 17ème édition du Salon « MEDIBAT 2023 ».

A propos du projet TECHLOG, auquel est associée la CCIS avec 8 autres structures méditerranéennes, il est financé par l'Union européenne avec un budget de 3,5 millions d'euros. Son but est de favoriser le transfert technologique dans les domaines de l'industrie, la recherche et le développement dans 5 pays méditerranéens : Tunisie, Italie, Espagne, Egypte et Liban.

La facilitation du transfert technologique se fait à travers 2 Living Lab : l'un dans la zone Est de la Méditerranée, l'autre dans la zone Ouest, expliquent les chargés de ce projet à la Chambre de commerce et d'industrie de Sfax.

En tout cas, cette table ronde, intitulée « Les Challenges du secteur du transport et les standards de qualification », a été ouverte par le président de l'Université de Sfax, Abdelwahed Mokni, et le président de la 17ème

édition de MEDIBAT 2023, Lotfi Krichen.

La manifestation a constitué une occasion de présenter les résultats atteints et les actions réalisées dans le cadre du Laboratoire vivant hébergé à l'ISGI (Institut Supérieur de la Gestion Industrielle) de Sfax, permettant entre autres aux chauffeurs de transport routier de se former sur la conduite conformément aux normes de qualité et de sécurité. Une trentaine (30) de chauffeurs va ainsi profiter des formations gratuites que leur procure le Laboratoire.

L'apprentissage dans cette formation se fait, outre le volet théorique, via 3 simulateurs de conduite de véhicules qui ont été testés et manipulés par des usagers dans le cadre de la table ronde, nous a-t-on expliqué.

Pour sa part, la "Journée Libye", qui a clôturé l'exposition du MEDIBAT 2023, a été organisée, vendredi 6 octobre, autour d'une table ronde et a porté sur la coopération tuniso-libyenne, avec comme slogan « Pour un partenariat tuniso-libyen durable et élargi ». Pour ce faire, de responsables et décideurs des deux pays y ont pris part.



FTUSA

Le secteur des assurances en forte croissance

Le chiffre d'affaires global du secteur des assurances a atteint, en 2022, 3 184,955 MD contre 2 833,204 MD en 2021, soit un taux de croissance de 12,42 % en 2022, d'après le rapport sur " Le marché tunisien des assurances pour l'année 2022 " publié, récemment par la Fédération tunisienne des sociétés d'assurances (FTUSA).

Le taux de pénétration de l'assurance tunisienne dans l'économie nationale (total des primes émises par rapport au produit intérieur brut) est passé ainsi de 2,50 % en 2021 à 2,40 % en 2022.

Il ressort de ce rapport qu'en 2022, le marché tunisien des assurances a enregistré des primes émises (assurance non-vie et assurance vie) de

3.184,955 MD en 2022 contre 2.833,204 MD en 2021, soit une augmentation de 12,42%, contre 10,23 % en 2021, a révélé le rapport.

Les primes émises en assurance non-vie ont atteint 2 281,770 MD en 2022 contre 2 111,221 MD en 2021 enregistrant, ainsi, une progression de 8,08 % par rapport à 2021.



Elles représentent, en 2022, 71,64 % du total des émissions contre 74,52 % en 2021.

Pour les primes émises en assurance vie, elles s'élèvent à 903,185 MD en 2022 contre 721,983 MD en 2021, soit une hausse de 25,10 % en 2022 contre une augmentation de 15,71 % en 2021.

Ces primes représentent 28,36 % du total des émissions contre 25,48 % en 2021.

Augmentation de la prime d'assurance moyenne par habitant en 2022

Selon le rapport, la prime d'assurance moyenne par habitant a augmenté passant de 241 dinars (D) en 2021 (180 D en assurance non-vie et 61 D en assurance vie) à 270 D en 2022 (193 D en assurance non-vie et 77 DT en assurance vie).

Et d'expliquer que cette prime moyenne par habitant n'a cessé de croître durant les trois dernières années. Elle comporte une part importante afférente à l'assurance automobile dont la prime moyenne par habitant est de 108 dinars en 2022 contre 101 dinars en 2021.

En ce qui concerne les primes émises par branche, la structure du marché reste inchangée, l'assurance automobile occupe

toujours la première place des émissions totales avec 40,40 % en 2022 contre 42,35 % en 2021. Elle est suivie par la branche assurance vie qui représente 28,36 % en 2022 contre 25,48 % en 2021.

Pour les primes émises des entreprises d'assurances qui pratiquent les opérations directes, elles ont atteint 3 170,597 MD en 2022 contre 2 821,926 MD en 2021, soit une progression de 12,36 % en 2022 contre 10,23 % en 2021.

Les sinistres réglés au titre des affaires directes ont atteint, en 2022, 1 735,599 MD contre 1 636,254 MD en 2021, soit une augmentation de 6,07 % en 2022.

Pour les frais de gestion qui se composent des frais d'acquisition et des autres charges de gestion nettes, ils ont progressé, en 2022, de 7,96% pour se situer à 729,987 MD en 2022 contre 676,153 MD en 2021.

Le rapport de la FTUSA a souligné que le résultat technique de l'exercice s'est amélioré en 2022, enregistrant un excédent de 218,612 MD contre un excédent de 199,910 MD en 2021.

Pour les bilans consolidés, ils ont dégagé en 2022 un bénéfice de 259,738 MD contre un bénéfice de 225,041 MD en 2021.

Exportations alimentaires

Le déficit de la balance commerciale alimentaire s'est réduit, à fin septembre 2023, pour se situer à 768 millions de dinars (MD) contre 1950,2 MD, durant la même période de l'année 2022, selon les données publiées, jeudi, par l'Observatoire National de l'Agriculture (ONAGRI).

Le taux de couverture s'est amélioré pour atteindre 86,7% contre 68%, à fin septembre 2023.

Les exportations alimentaires ont enregistré une hausse de 20,5% alors que les importations ont régressé de 5,5%.

Selon l'observatoire, l'allègement du déficit est le résultat de la hausse des exportations de l'huile d'olive (+55,7%) contre la diminution du rythme des importations des céréales (-13,7%) et des huiles végétales (-29,2%), et ce, malgré la hausse des importations du sucre (+109%) et du lait et dérivés (+63,7%).



Marché tunisien des télécoms

Tunisie Telecom maintient son leadership

Dans le dernier rapport de l'Instance Nationale de Télécommunications (INT) relatif au second trimestre 2023 et en termes de chiffre d'affaires global (ORPT+FSI), Tunisie Telecom maintient son leadership sur le secteur avec 322,6 millions de dinars et une part de marché de 38,3%.

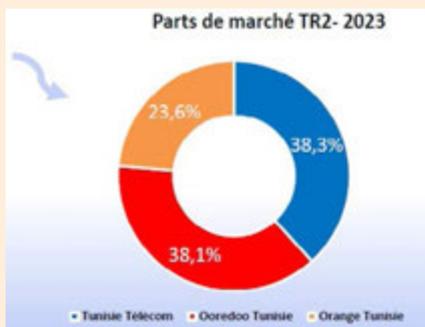
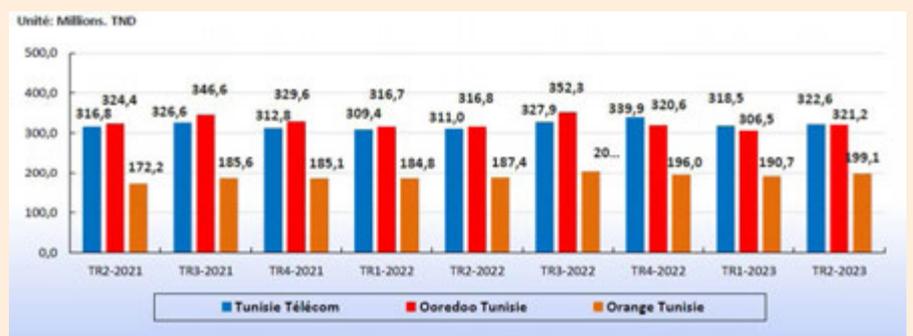
Le chiffre d'affaires global du 2e trimestre 2023 a progressé de 5% en comparaison avec le 1er

trimestre 2023, à 932,4 millions de dinars contre 887,9 MDT au cours du 1er trimestre 2022.

Le chiffre d'affaires du secteur a été de 3,7 milliards de dinars en

2022.

Tunisie Télécom domine largement le secteur sur la Data et la téléphonie fixe.





Hausse des exportations tunisiennes vers l'union européenne de 14,1%

Les exportations tunisiennes vers l'union européenne (71% du total des exportations) ont connu une croissance de 14,1% au cours des neuf premiers mois de 2023. Cette évolution est expliquée par la hausse des exportations vers plusieurs partenaires tels que la France (+9,2%), l'Italie (+18,7%), l'Allemagne (+13,8%), l'Espagne (+32,8%), et les Pays Bas (19,6%), d'après une note de l'INS sur le Commerce Extérieur aux prix courants / Septembre 2023, rendue publique mardi.

Pour ce qui est des pays arabes, les exportations ont augmenté avec l'Algérie (+28,3%) et la Libye (+9,6%). En revanche elles ont diminué avec l'Egypte (-25,2%) et le Maroc (-7,9%).

S'agissant des importations avec l'union européenne (43,4% du total des importations), elles ont enregistré un repli de -7,5% pour s'établir à 25807,3 MD. Les importations ont baissé de 4% depuis la France, de 14,7% depuis l'Italie et de 16,2% depuis

l'Espagne. En revanche elles ont évolué de 17,4% depuis l'Allemagne et de 25,5% depuis les Pays Bas.

Hors union européenne, les importations ont augmenté avec la Russie (+137,3%), l'Ukraine (+71,5%), la Suisse (10,7%) et le Royaume-Uni (15,6%). En revanche elles ont diminué avec la Turquie (-27%), la Chine (6,8%) et les USA (-16,4%).



Tourisme

Les tour-opérateurs français tablent sur une saison hivernale record

Le portefeuille des réservations (au 31 août 2023) pour l'Hiver 2023-2024 (1er novembre 2023 au 30 avril 2024) se présente de façon très positive, annonce le syndicat des entreprises de Tour Operating (SETO) :

- un chiffre d'affaires en hausse de 41,6% avec une recette unitaire stable (+1,1%)
- un trafic de l'ensemble de l'activité en hausse de 40,1%.

Ces très bonnes perspectives initiales sont bien évidemment à considérer avec prudence par rapport à d'éventuels événements venant perturber l'activité. Il convient de noter qu'à fin août la part des réservations dans le bilan final de la saison été est d'environ 20%.

Les premiers résultats de l'hiver laissent apparaître plusieurs tendances en trafic :

- La région Afrique/Océan indien poursuit sa croissance (+33,4%)

avec notamment l'île Maurice (+25,2%).

- L'Asie effectue une remontée spectaculaire (+114,8%).
- La région Caraïbes est en baisse (-6%) impactée par les mauvaises performances de la République dominicaine (-22%) alors que les Antilles françaises (+14,5%) repartent sur une bonne dynamique.
- Au Moyen-Orient, l'Égypte, destination phare, connaît une forte croissance (+192,8%).



Al Buhaira Invest

Avis d'Appel d'offres International N°08/2023 pour la réalisation d'une étude stratégique pour la restauration et l'aménagement de la zone sud du lac Nord de Tunis

La Société Al Buhaira de Développement et d'Investissement (Précédemment la Société de Promotion du Lac de Tunis - SPLT), lance un appel d'offres International pour la réalisation d'une étude de faisabilité technique et

économique des différents scénarios possibles pour la restauration et l'aménagement de la Zone Sud du Lac Nord de Tunis, visant son amélioration environnementale d'une manière pérenne.

L'appel d'offres est destiné aux Bureaux d'études ou groupements de bureaux d'études, tunisiens et étrangers, habilités à exercer et ayant les références dans le domaine des études environnementales, hydrauliques, de restauration

ou d'aménagement en milieu aquatiques.

Pour les Bureaux d'études étrangers, ils doivent obligatoirement s'associer avec un bureau d'études tunisien spécialiste en la matière.

Les Bureaux d'Etudes intéressés par cet avis sont invités à retirer le dossier du présent appel d'offres au siège de la Société Al Buhaira Invest - Rue du Lac Rodrigo de Freitas 1053. Les Berges du Lac de Tunis ou à le télécharger à partir du site web www.albuhairainvest.com et ce, contre un paiement non remboursable de 200 Dinars Tunisiens.

Les offres doivent parvenir, au siège de la Société Al Buhaira Invest, sous pli cacheté et scellé, au nom de Monsieur le Directeur Général, ne portant que la mention « Ne pas ouvrir / Appel d'offres international N° 08/2023 relatif à la réalisation de l'étude stratégique pour la restauration et l'aménagement de la zone sud du lac Nord de Tunis ».

La date limite de réception des offres au siège de la Société Al Buhaira Invest est fixée au Lundi 04/12/2023 à 17h.00, le cachet du Bureau d'Ordre de la Société Al Buhaira Invest faisant foi.

La validité des offres est fixée à cent vingt (120) jours à compter du lendemain de la date limite de remise des offres.

Les offres doivent, sous peine de nullité, être présentées conformément aux dispositions mentionnées au cahier des charges afférent au présent Appel d'Offres. (NB : La soumission des offres par voie électronique « ne sera pas » autorisée).

Toute offre parvenue après délai et/ou non conforme aux clauses du cahier des charges ne sera pas prise en considération.





BIAT

Cinquième certificat de la BIAT à la norme MSI 20000 relatif aux standards internationaux de qualité financière

Nouvelle performance à l'actif de la Banque Internationale Arabe de Tunisie (BIAT) avec la validation, pour la 13ème année consécutive, de sa conformité aux standards internationaux de qualité financière. C'est le 5ème certificat de conformité à la Norme MSI 20000 qui lui est délivré.

La certification a pour la seconde fois été émise par l'organisme de certification français COFICERT, prenant le relais sur le leader mondial historique de la certification, l'organisme suisse SGS. Cette tradition de conformité de la BIAT à la norme MSI 20000 marque l'ancrage de la banque aux respects des valeurs et des principes de bonne gouvernance financière. Fort de sa 5ème certification MSI 20000, cumulant ainsi 13 années

de conformité successives, la BIAT devient la première banque de la place tunisienne en termes de longévité en matière de représentativité continue à la norme.

La conformité de la BIAT à la norme MSI 20000, validée annuellement durant l'ensemble de la période d'évaluation, confirme la qualité des fondamentaux de la banque. Les niveaux de conformité élevés, relevés chaque année, conformément à la réglementation internationale des certifications de système de management, témoignent de la vision et de la cohérence de la banque, malgré les différentes crises qui se sont succédées à l'échelle nationale et internationale ; créditant ainsi, dans leur globalité, les stratégies payantes engagées par la BIAT.

Ce précieux acquis, largement observé notamment par les institutions financières à l'égard des sociétés cotées, est, en cette période de trouble et d'incertitude généralisée, un atout à faire valoir sur son marché et auprès des correspondants internationaux.

Les conclusions du rapport ont été présentées aux dirigeants de l'établissement et ont porté sur les éléments suivants :

- La résilience en matière de gestion des risques : la BIAT démontre que, malgré les crises successives, la banque parvient notamment à maintenir une bonne qualité de portefeuille (avec un Taux NPL de 5.5% et une couverture de 71.5%, en 2022).

- La maîtrise du coût de financement : pilier de son schéma de rentabilité, la BIAT consolide ses positions sur le marché local avec un coût de financement largement inférieur à la médiane du marché (avec une marge brute sur intérêt de 48.5% en 2022).
- La gestion des dépôts : en matière de volume et de structure, la banque maintient sa position de leadership en termes de collecte de ressources clientèles, lui permettant de renforcer ses marges et de consolider ses niveaux de liquidité.
- La consolidation des marges financières : la BIAT dépasse pour la 2ème année consécutive le Milliard de dinars de PNB, avec une marge financière brute de 67.7%, en 2022.

Des résultats salués par le certificateur et pour lesquels la banque a confirmé le renforcement dans le cadre de la poursuite de ses activités.

A l'issue de la séance d'échange technique, Cristian Mocanu et Souheil Skander, représentants respectivement de COFICERT et de CFC Partners, ont remis officiellement à la BIAT le certificat de conformité. COFICERT France est intervenu dans le cadre de sa

visite régionale annuelle sur la région MENA, sous la tutelle de l'IGSF.

Pour rappel, MSI 20000 est la norme internationale dédiée à la qualité de la situation financière des entreprises et des institutions. La norme portée historiquement par MSI Observatory, est actuellement diffusée à l'échelle internationale par l'IGSF – International Group for Sustainability Finance.

A propos de la BIAT (Banque Internationale Arabe de Tunisie)

Créée en 1976, la BIAT – Banque Internationale Arabe de Tunisie - est la première banque du pays et se classe au premier rang sur de nombreux indicateurs. Elle constitue un groupe bancaire avec ses filiales dans les domaines de l'assurance, de la gestion d'actifs, du capital-investissement et de l'intermédiation boursière. Au niveau de la région de l'Afrique et du Moyen-Orient, la BIAT fait partie du Top 50 des banques les plus valorisées au dernier classement Forbes Middle East et est positionnée au 48ème rang avec une capitalisation boursière de 1 milliard de dollars en Février 2023.

A propos de la COFICERT

COFICERT est un organisme de certification français, spécialisé dans les certifications financières

et extra-financières, intervenant dans près de 40 pays sur 3 continents. COFICERT opère historiquement avec, et aux côtés, des organismes de certification et de normalisation internationaux. L'organisme rassemble des experts compétents en matière de gouvernance, criminalité financière et finance durable. COFICERT certifie sur les thématiques suivantes : la bonne gouvernance financière (MSI 20000), la responsabilité sociétale (ESG 1000), la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (AML 30000) et la lutte contre la corruption (ISO 37001).

A propos de la MSI 20000

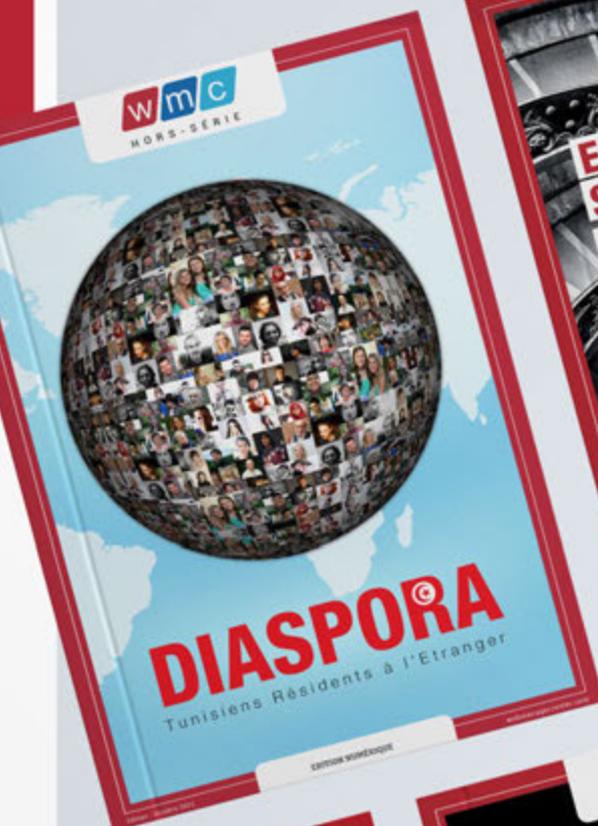
MSI 20000 est la norme internationale dédiée à la bonne gouvernance financière des entreprises et des institutions. La certification se présente comme un indicateur portant sur la qualité de la situation financière des entités économiques et financières, à faire valoir auprès de ses parties prenantes. Née en Europe au lendemain de la crise des Subprimes, la certification MSI 20000 est diffusée par des organismes de certification internationaux. La norme a été mise en place par MSI Observatory et est régie à l'échelle internationale par l'IGSF (International Group for Sustainable Finance).



HORS-SÉRIE

DES ÉDITIONS EXCEPTIONNELLES

Des thématiques sectorielles



+ de 20.000
exemplaires
par édition



Assemblées annuelles 2023 de la Banque Mondiale et du FMI

L'accès à l'emploi, clé de la lutte contre la pauvreté

**Dans le cadre des Assemblées annuelles 2023 de la Banque Mondiale et du FMI, des experts se sont exprimés sur les pistes de lutte contre la pauvreté par la croissance et la création d'entreprises -
Thème : "La solution contre la pauvreté : une croissance créatrice d'emplois"**

L'accès à des emplois de qualité est le meilleur moyen de sortir de la pauvreté. Pour créer des emplois, les entreprises doivent grandir et surmonter toute une

série de difficultés : accès limité aux financements, concurrence déloyale, carences de l'État de droit, obstacles réglementaires, conditions peu propices à l'activité entrepreneuriale...

Quelles solutions innovantes pourraient être mises en place pour stimuler une croissance porteuse d'emplois et de développement économique ? Cette question sera au cœur d'un événement diffusé en direct des Assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale

à Marrakech. La discussion, résolument tournée vers l'avenir, mettra en avant le rôle essentiel des femmes et des jeunes sur le marché du travail, en proposant des pistes stratégiques pour favoriser leur participation et susciter un changement durable. Comment combattre la pauvreté en créant un environnement favorable à l'essor des entreprises, à l'élargissement des perspectives d'emploi et à la prospérité des populations locales.

WMC Le mag



L'ESSENTIEL DE L'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

Magazine numérique
hebdomadaire
(tous les jeudis)

optimisé pour une lecture sur
smartphone, tablette et desktop

Diffusion exclusive sur les kiosques numériques
TTPresse (+ de 20.000 abonnés)
+ PressReader.com + ePresse.fr

Devises, Taux, Indicateurs

Cours moyens des devises cotées en Dinar Tunisien

10/10/2023

MONNAIE	SIGLE	UNITÉ	VALEUR
DINAR ALGÉRIEN	DZD	10	0,2310
DOLLAR CANADIEN	CAD	1	2,3262
DOLLAR DES USA	USD	1	3,1800
LIVRE STERLING	GPB	1	3,8630
YEN JAPONAIS	JPY	1000	21,2225
DIRHAM MAROCAIN	MAD	10	3,0979
FRANC SUISSE	CHF	10	35,2399
EURO	EUR	1	3,3530
DINAR LIBYEN	LYD	1	0,6489
Yuan Chinois	CNY	1	0,4343

Cours moyens à terme en Dinar Tunisien

PERIODE	USD	EUR
3 MOIS	3,2184	3,4046
6 MOIS	3,2534	3,4560

Cours de devises en dinar Tunisien

Moyenne des cours du marché interbancaire (annuel)
2015 - 2022




8,00%
TMM
18/10/2023


8,00%
TID
18/10/2023


8,00%
TMM
Aout 2022


7,00%
TRE
Juillet 2023


26,175
Milliard
Avoirs en devise
18/10/2023


117
Jours
d'importations
18/10/2023





Analyse hebdomadaire de la Bourse de Tunis

Performances et fluctuations

La bourse de Tunis s'est maintenue quasi-stable, progressant légèrement de 0,1% sur la semaine pour s'établir à 8486,36 points, ramenant, ainsi, sa performance depuis le début de l'année à +4,6%, d'après l'analyse hebdomadaire de l'intermédiaire en bourse, Tunisie Valeurs.

Sur la semaine, les volumes ont été assez garnis, totalisant une enveloppe de 34,2 millions de dinars (MD), soit une moyenne quotidienne de 6,8 MD, et ce grâce à sept transactions de bloc qui ont eu lieu au courant

de la semaine, dont six d'une valeur totale de 18,9 MD portant sur le titre Attijari Bank et une transaction d'une valeur de 1 MD portant sur les titres Amen Bank.

Analyse des valeurs :

Le titre Office Plast s'est retrouvé en tête du peloton, affichant une ascension de 10,9% à 1,220 D, dans un modeste volume de 12 mille dinars.

Le titre STB a figuré parmi les plus grands gagnants de la semaine. L'action de la banque étatique a signé une progression de 3,4%

à 3,620 D, en drainant un faible volume de 100 mille dinars sur l'ensemble de la semaine.

Amen Bank s'est retrouvé en queue du peloton. L'action de la banque privée a reculé de -12,9% à 34,500 D, dans un volume d'échange quasi-nul.

Amassant un flux de 22 mille dinars, le titre UADH a cédé 11,5% à 0,230 D.

Le titre Attijari Bank a été le titre le plus échangé sur la semaine, drainant 20,7 MD, soit 60,8% du volume échangé.



Bourse de Tunis

Évolution du résultat global des sociétés cotées au premier semestre 2023

Le résultat semestriel global au titre de la première moitié de l'année 2023, des 63 sociétés cotées qui ont publié leurs états financiers affiche une progression de 4,6% par rapport à la même période de l'année 2022, pour atteindre un montant de 1 320MD contre 1 263MD.

Sur les 63 sociétés cotées ayant publié leurs états financiers semestriels, 33 ont enregistré des résultats positifs en amélioration au titre du premier semestre 2023 par rapport la même période de 2022.

Les sociétés qui composent le Tunindex20 (hors SAH non encore publié), ont accaparé 73% du résultat semestriel global, ce résultat s'est amélioré de 2,1% par rapport à celui du premier semestre 2022, soit un montant global de 970MD contre 951MD.

Evolution des résultats des 20 sociétés composant le Tunindex 20

Chiffres en dinars			
	Au 30/06/2023	Au 30/06/2022	Variation (%)
SFBT	150 215 690	146 851 343	2,3%
ATTIJARI BANK	109 149 000	95 195 000	14,7%
BIAT	222 891 000	208 748 000	6,8%
BH BANK	59 096 000	80 361 000	-26,5%
BT	76 397 000	65 804 000	16,1%
STB	37 252 000	40 055 000	-7,0%
BNA	90 226 000	110 275 000	-18,2%
ATB	10 363 000	8 478 000	22,2%
UIB	57 785 000	67 210 000	-14,0%
SOTUVER	21 116 045	17 020 010	24,1%
TPR	13 823 570	12 796 623	8,0%
CARTHAGE CEMENT	24 018 530	15 305 235	56,9%
TELNET HOLDING	4 281 414	4 029 983	6,2%
ONE TECH HOLDING	21 484 839	5 391 383	298,5%
CITY CARS	15 050 117	13 101 956	14,9%
EURO CYCLE	1 791 511	9 530 697	-81,2%
SAH			
SOTIPAPIER	5 905 488	15 945 922	-63,0%
DELICE HOLDING	31 314 380	18 185 931	72,2%
ASSU MAGHREBIA VIE	18 064 000	16 314 000	10,7%
Total	970 224 584	950 599 083	2,1%

Résultats Semestriels des Sociétés Cotées

Hausse de 4,6% à 1,32 Milliard de Dinars



grande distribution, quatre concessionnaires automobiles, le transporteur national Tunisair... Pour ce qui est du secteur des Biens de consommation, il a enregistré une progression au niveau de son résultat semestriel global de 6,5%, à 230,2 MD au titre du premier semestre 2023 par rapport à la même période de l'année écoulée.

" Le résultat semestriel global des 63 sociétés cotées, ayant publié leurs états financiers, affiche une progression de 4,6%, à fin juin 2023, par rapport à la même période de l'année 2022, pour atteindre un montant de 1 320 millions de dinars (MD) ", c'est ce qui ressort du rapport " Evolution des résultats semestriels des sociétés cotées ", publié mardi par la Bourse de Tunis (BVMT).

En fait, la BVMT a précisé que jusqu'à ce jour, 63 des 79 sociétés cotées, soit 80% des sociétés de la Cote, ont procédé à la publication de leurs états financiers pour l'année en cours. Seize sociétés n'ont pas encore publié leurs états financiers au titre de l'exercice 2022. Sur ces 63 sociétés cotées, 33 ont enregistré des résultats positifs au titre du premier semestre 2023.

Les sociétés qui composent le Tunindex20 (hors SAH non encore publié), ont accaparé 73% du résultat semestriel global. Ce résultat s'est amélioré de 2,1%, se situant au niveau de 970 MD. De même, la Bourse de Tunis a fait état de l'amélioration du résultat de l'ensemble des sociétés composant le secteur financier de 3,5%, à 948 MD.

Ce secteur, qui compte 28 sociétés cotées (banques, compagnies d'assurances et sociétés de leasing), se présente comme la principale capitalisation de la cote.

S'agissant du résultat global du secteur des services aux consommateurs, il a connu une progression de 17,3%, à 47,6 MD, et ce, à fin juin 2023. Ce secteur regroupe entre autres deux enseignes de la

Cette hausse a été favorisée, principalement, par le résultat semestriel global du sous-secteur agroalimentaire et boissons qui a augmenté de 10,5%. Idem pour le secteur des industries, dont le résultat semestriel global a évolué positivement de 76%, pour atteindre 49 MD, à fin juin 2023, grâce à l'amélioration des résultats des sociétés ONE TECH HOLDING et Carthage Cement.

En revanche, le résultat du secteur de matériaux de base a fortement régressé de 42,8% pour se situer à 30 MD, contre 52 MD durant la même période de l'année 2022. Ce recul est imputable à la contreperformance du sous-secteur de la Chimie dont le résultat semestriel a régressé de 56,7% et du sous-secteur des Matières Premières (-31,4%).

Tunindex**8 486,36**Var. Année **4,64%**
13/10/2023**Tunindex 20****3 709,80**Var. Année **3,27%**
13/10/2023Volume semaine **44,193** Million DTCapitalisation **23,70** Milliard DTPER marché **9,18**
(Aout)

INDICES SECTORIELS

Code ICB		INDICE	Var An
8000	Sociétés Financières	6 277,92	8,58%
8300	Banques	5 832,72	7,82%
8500	Assurances	13 829,73	3,80%
8700	Services Financiers	8 994,89	30,83%
5000	Services aux Consommateurs	2 942,02	-0,61%
5300	Distribution	4 635,14	-0,61%
3000	Biens de Consommations	6 962,00	-6,60%
3500	Agro-Alimentaire et Boissons	8 666,46	-4,55%
3700	Produits Ménagers et de Soins Personnel	2 149,67	-12,00%
2000	Industries	1 660,90	12,44%
2300	Batiment et Matériaux de Constructions	725,33	2,08%
1000	Matériaux de Base	3 861,74	-3,18%

+ FORTES HAUSSES DE LA SEMAINE

	CLÔTURE	VAR. Hebdo
OFFICEPLAST	1,220	10,91%
BEST LEASE	2,200	4,76%
SITS	1,590	3,92%
STB	3,620	3,43%
ENNAKL AUTOMOBILES	11,140	3,24%

+ FORTES BAISES DE LA SEMAINE

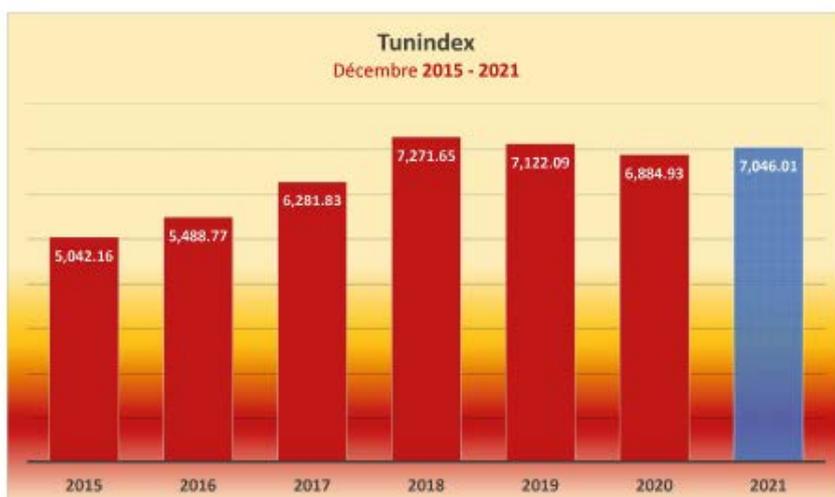
	CLÔTURE	VAR. Hebdo
UADH	0,230	-11,54%
SOTEMAIL	3,110	-8,26%
ELECTROSTAR	0,260	-7,14%
ASSAD	0,750	-6,25%
BTE-ADP	4,710	-4,46%

+ FORTES BAISES DE L'ANNEE

	CLÔTURE	VAR. Hebdo
EURO-CYCLES	12,380	-51,83%
AETECH	0,410	-50,00%
CIMENTS DE BIZERTE	0,890	-49,14%
UADH	0,230	-41,03%
ASSAD	0,750	-31,19%

+ FORTES HAUSSES DE L'ANNEE

	CLÔTURE	VAR. AN
BH LEASING	3,330	62,44%
SIPHAT	6,400	55,72%
SOPAT	2,050	42,36%
SOTUVER	11,910	36,90%
ATELIER MEUBLES INT.	3,700	33,14%



COTATIONS

Titres	Nominal	Titres admis	Clôture		06/10/2022	Variation Hebdo	Variation Année	Capitalisation (MDT)
			Décembre 2021	Semaine précédente	De la semaine			
SOCIETES FINANCIERES								12 477,404
BANQUES								10 365,562
Amen Bank	5	26 481 000	26,200	39,000	39,600	1,54%	51,15%	1 048,648
ATB	1	100 000 000	2,890	3,170	3,150	-0,63%	9,00%	315,000
BH Bank	5	47 600 000	13,560	10,870	10,650	-2,02%	-21,46%	506,940
BIAT	5	35 700 000	88,000	88,000	89,150	1,31%	1,31%	3 182,655
BNA	5	64 000 000	8,790	7,190	7,110	-1,11%	-19,11%	455,040
Banque de Tunisie	1	225 000 000	5,180	5,140	5,130	-0,19%	-0,97%	1 154,250
BTE (ADP)	20	1 000 000	6,350	4,980	4,930	-1,00%	-22,36%	4,930
STB	5	155 375 000	3,800	3,550	3,550	0,00%	-6,58%	551,581
Attijari Bank	5	40 741 997	37,000	41,350	42,500	2,78%	14,86%	1 731,535
UBCI	5	20 001 529	22,000	20,500	20,500	0,00%	-6,82%	410,031
UIB	5	32 560 000	24,000	23,000	22,950	-0,22%	-4,38%	747,252
Wifack Bank	5	30 000 000	7,400	8,590	8,590	0,00%	16,08%	257,700
ASSURANCES								1 295,899
ASTREE	5	6 000 000	52,000	47,300	47,300	0,00%	-9,04%	283,800
BH Assurances	5	2 660 000	50,000	48,750	48,750	0,00%	-2,50%	129,675
STAR	10	2 307 693	154,000	161,000	163,000	1,24%	5,84%	376,154
Tunis RE	5	20 000 000	6,990	6,270	6,270	0,00%	-10,30%	125,400
Assur. MAGHREBIA	10	4 500 000	56,000	56,060	56,060	0,00%	0,11%	252,270
MAGHREBIA Vie	1	20 000 000	6,200	6,450	6,430	-0,31%	3,71%	128,600
LEASING								538,423
ATL	1	32 500 000	3,000	3,800	3,780	-0,53%	26,00%	122,850
BH Leasing	5	7 000 000	2,050	2,960	3,260	10,14%	59,02%	22,820
Best Lease	1	30 000 000	2,380	2,190	2,100	-4,11%	-11,76%	63,000
CIL	5	5 000 000	19,500	20,010	20,010	0,00%	2,62%	100,050
Hannibal Lease	5	11 000 000	4,400	4,940	5,100	3,24%	15,91%	56,100
Attijari Leasing	10	2 750 000	13,700	16,510	16,590	0,48%	21,09%	45,623
Tunisie Leasing Fact	5	10 800 000	9,050	12,000	11,850	-1,25%	30,94%	127,980
SOCIETES D'INVESTISSEMENTS								277,521
PL. TSIE Sicaf	10	1 000 000	42,110	46,400	47,000	1,29%	11,61%	47,000
SPDIT Sicaf	1	28 000 000	7,610	8,000	8,000	0,00%	5,12%	224,000
Tuninvest Sicar	1	966 000	8,430	6,190	6,750	9,05%	-19,93%	6,521
INDUSTRIES								9 130,546
HOLDING								1 711,025
OneTech Holding	1	53 600 000	7,050	8,690	8,750	0,69%	24,11%	469,000
Poulina GH	1	180 003 600	8,780	6,870	6,900	0,44%	-21,41%	1 242,025
AGRO-ALIMENTAIRE								4 018,682
CEREALIS	1	4 888 889	13,300	13,300	13,300	0,00%	0,00%	65,022
Delice Holding	10	54 907 262	12,880	12,600	12,850	1,98%	-0,23%	705,558
LAND'OR	1	11 226 376	6,160	5,500	5,580	1,45%	-9,42%	62,643
SFBT	1	247 500 000	13,490	12,610	12,560	-0,40%	-6,89%	3 108,600
SOPAT	1	37 861 250	1,440	2,030	2,030	0,00%	40,97%	76,858
PHARMACEUTIQUE								264,086
ADWYA	1							0,000
SIPHAT	5	1 800 000	4,110	5,580	6,270	12,37%	52,55%	11,286
UNIMED	1	32 000 000	7,120	7,700	7,900	2,60%	10,96%	252,800
COMPOSANTS AUTOMOBILE								40,334
ASSAD	1	12 000 000	1,090	0,810	0,800	-1,23%	-26,61%	9,600
GIF-FILTER	1	10 536 994	0,400	0,370	0,320	-13,51%	-20,00%	3,372
STEQ	5	1 400 000	6,500	6,500	6,500	0,00%	0,00%	9,100
STIP	3	4 207 824	4,000	4,400	4,340	-1,36%	8,50%	18,262

source: bVMT

données fournis à titre indicatif

COTATIONS

Titres	Nominal	Titres admis	Clôture			Variation Hebdo	Variation Année	Capitalisation (MDT)
			Décembre 2021	Semaine précédente	06/10/2022 De la semaine			
CIMENTIER								747,069
Carthage Cement	1	343 624 940	1,900	2,060	2,060	0,00%	8,42%	707,867
Ciments de Bizerte	1	44 047 290	1,750	0,890	0,890	0,00%	-49,14%	39,202
CHIMIE								349,012
Air Liquide	25	1 637 504	88,000	86,000	84,100	-2,21%	-4,43%	137,714
ALKIMIA	10	1 947 253	35,530	30,000	30,000	0,00%	-15,56%	58,418
ICF	10	2 100 000	90,050	73,000	72,800	-0,27%	-19,16%	152,880
INDUSTRIES DIVERSES								1 853,997
AMS	5	6 577 192	0,880	0,850	0,850	0,00%	-3,41%	5,591
Euro-Cycle	1	8 910 000	25,700	13,300	12,500	-6,02%	-51,36%	111,375
MPBS	2	10 334 430	4,750	4,500	4,520	0,44%	-4,84%	46,712
New Body Line	1	4 250 400	4,980	4,900	4,900	0,00%	-1,61%	20,827
Office PLAST	1	11 440 931	1,530	1,200	1,100	-8,33%	-28,10%	12,585
SAH Lilas	1	65 345 762	9,100	8,400	8,300	-1,19%	-8,79%	542,370
Atelier Meubles Int	1	5 561 635	2,800	3,700	3,690	-0,27%	31,79%	20,522
SIAME	1	15 444 000	3,830	3,550	3,500	-1,41%	-8,62%	54,054
SANIMED	1,109	12 400 000	1,710	1,890	1,890	0,00%	10,53%	23,436
SOMOCER	1	40 656 000	0,850	0,730	0,730	0,00%	-14,12%	29,679
SOTEMAIL	1	34 513 514	3,400	3,230	3,390	4,95%	-0,29%	117,001
SOTUVER	1	33 215 325	8,700	12,300	12,250	-0,41%	40,80%	406,888
SOTIPAPIER	1,09	27 941 666	6,680	5,400	5,400	0,00%	-19,16%	150,885
SOTRAPIL	5	4 138 200	12,410	15,200	15,000	-1,32%	20,87%	62,073
TPR	1	50 000 000	4,160	4,970	5,000	0,60%	20,19%	250,000
IMMOBILIER								70,196
SIMPAR	5	1 100 000	35,000	35,000	35,000	0,00%	0,00%	38,500
SITS	1	15 600 000	1,860	1,350	1,530	13,33%	-17,74%	23,868
ESSOUKNA	1	5 050 500	2,000	1,300	1,550	19,23%	-22,50%	7,828
TECHNOLOGIE								76,145
AETECH	1	2 223 334	0,820	0,420	0,420	0,00%	-48,78%	0,934
TELNET Holding	1	12 130 800	7,680	6,210	6,200	-0,16%	-19,27%	75,211
SERVICES								1 369,919
DISTRIBUTION AUTOMOBILE								823,411
ARTES	1	38 250 000	5,190	5,800	5,770	-0,52%	11,18%	220,703
CITY CARS	1	18 000 000	10,700	12,250	12,250	0,00%	14,49%	220,500
ENNAKL Automobile	1	30 000 000	12,540	10,980	10,980	0,00%	-12,44%	329,400
UADH	1	36 953 847	0,390	0,210	0,260	23,81%	-33,33%	9,608
STA	1	2 000 000	24,670	21,700	21,600	-0,46%	-12,44%	43,200
AUTRES SERVICES								162,088
CELLCOM	1	4 461 532	3,400	2,180	2,180	0,00%	-35,88%	9,726
ELECTROSTAR	2	10 287 556	0,290	0,320	0,280	-12,50%	-3,45%	2,881
MIP	1	4 398 937	0,120	0,140	0,150	7,14%	25,00%	0,660
TUNISAIR	1	106 199 280	0,480	0,390	0,380	-2,56%	-20,83%	40,356
SMART Tunisie	5	7 231 031	24,200	15,000	15,000	0,00%	-38,02%	108,465
TELECOMMUNICATIONS								82,024
SERVICOM	1	11 874 000	0,210	0,200	0,220	10,00%	4,76%	2,612
SOTETEL	5	4 636 800	2,940	3,800	3,850	1,32%	30,95%	17,852
Tawasol GH	1	108 000 000	0,600	0,590	0,570	-3,39%	-5,00%	61,560
DISTRIBUTION DE BIENS DE CONSOMMATION								302,397
Sotumag	1	13 200 000	5,120	4,860	4,830	-0,62%	-5,66%	63,756
Magasin General	1	11 481 250	10,960	11,480	11,480	0,00%	4,74%	131,805
Monoprix	2	19 969 372	6,100	5,330	5,350	0,38%	-12,30%	106,836
<i>(Données fournis à titre indicatif) source: BVMT</i>								22 977,869



Sommet social mondial

La Tunisie dénonce les politiques des institutions financières internationales

Participant au Sommet social mondial s'opposant aux Assemblées Annuelles du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale qui se tiennent à Marrakech (Maroc) du 9 au 15 octobre, la société civile tunisienne a dénoncé les politiques

politiciennes des institutions financières internationales (IFI).

Le Sommet social mondial auquel prennent part plusieurs organisations de la société civile et des mouvements sociaux du monde entier, se tient du 12 au

15 octobre courant à Marrakech. Il a démarré hier jeudi, avec une marche de protestation contre la crise de l'endettement et ses répercussions sur les économies concernées ainsi que sur leur capacité à faire face aux changements climatiques. Ce contre-sommet se poursuivra



Exportations des dattes

Les recettes des exportations des dattes tunisiennes se sont élevées à 742,9 millions de dinars, à fin septembre 2023, soit une baisse de 1%, par rapport à la même période de la campagne 2021/2022, selon la note " Onagri vigilance" publiée, vendredi, par l'Observatoire National de l'Agriculture (Onagri).

Depuis le début de la campagne à fin septembre, le volume des dattes exportées a atteint 124 mille tonnes, soit une baisse de 4,1%, par rapport à la même période de la campagne écoulée, a-t-on ajouté.

Le prix moyen enregistré durant cette campagne a augmenté de 3,3% soit 5,99 DT/kg contre 5,80 DT/kg enregistré au cours de la même période de la campagne précédente.

jusqu'au dernier jour des assemblées de la BM et du FMI.

La société civile nationale a aussi critiqué les diktats des institutions financières internationales et les politiques d'appauvrissement menées par les régimes qui leur sont soumis, plaidant pour une union des forces à l'échelle planétaire pour lutter contre les ravages sociaux, économiques et écologiques qui en découlent. Prenant part à ce contre-sommet, le Consultant indépendant en politiques fiscales et budgétaires du Centre "Ali Ben Ghedhahem" pour la Justice Fiscale (CAJF), Amine Bouzaïene a déclaré, à l'agence TAP, " nous sommes lassés d'entendre les discours ambigus des responsables des bailleurs de fonds. Des discours qui cachent la vérité ".

Fustigeant les politiques politiciennes adoptées par les institutions financières internationales, il a considéré que " ces institutions ne font que servir les mêmes recettes prêtes à l'emploi à tous les pays qui les sollicitent, sans se soucier de leurs impacts sociaux et économiques. Lesquelles recettes sont généralement axées sur la suppression de la compensation, la réduction de la masse salariale, le flottement du change et la libéralisation de la politique monétaire... ".

Selon lui " c'est la Tunisie qui a

demandé le report de traitement de son dossier par le FMI, contrairement à ce que relaient les médias. Le FMI avait donné son accord au niveau des experts, depuis octobre 2022, mais la Tunisie a demandé de reporter l'examen de son dossier par le conseil d'administration du Fonds, pour évaluer ses impacts sociaux à court terme, notamment en ce qui concerne le volet relatif à la compensation, et n'a jusqu'à l'heure pas demandé sa reprogrammation".

L'Observatoire tunisien de l'économie qui participe, également, à ce Sommet social mondial, a organisé, vendredi, à Marrakech, en collaboration avec d'autres organisations régionales, un atelier sur le thème " La lutte contre l'austérité et les politiques néolibérales imposées par les institutions financières internationales ".

L'Observatoire a estimé, lors de cet atelier, que le contre-sommet ne doit pas être une fin en soi, mais plutôt une grande étape pour consolider les visions, les positions et les actions communes sur la dette et les IFI, dans l'objectif de favoriser un changement collectif radical des politiques financières mondiales en faveur de la justice économique et climatique et de la souveraineté des peuples du Sud en général et du peuple tunisien en particulier.

Kristalina Georgieva

«La guerre sur le territoire palestinien assombrit les perspectives de l'économie mondiale»



"Nous suivons de près ce qui se passe au Moyen-Orient mais il est pour l'heure, impossible de prédire les répercussions possibles de ces événements sur l'économie mondiale, fragilisée par les chocs successifs " a déclaré, jeudi, à Marrakech au Maroc, la directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), Kristalina Georgieva.

"Il est difficile de prédire la portée

de ces événements, même s'ils ont généré des perturbations aux niveaux des marchés financiers et provoqué une augmentation conjoncturelle des prix des hydrocarbures, avant que ces prix ne repartent à la baisse ", a-t-elle dit, lors d'une conférence de presse organisée en marge des travaux des Assemblées annuelles 2023 du Groupe de la Banque mondiale (BM) et du Fonds monétaire international

(FMI) qui se tiennent du 9 au 15 octobre, dans la ville touristique marocaine Marrakech.

" La guerre sur le territoire palestinien assombrit les perspectives de l'économie mondiale qui peine à se relever depuis l'avènement de la pandémie sanitaire du coronavirus " a-t-elle souligné.

Les pertes de production

cumulées de l'économie mondiale du fait des chocs successifs survenus depuis 2020 s'élèvent à 3 700 milliards de dollars en 2023, outre le durcissement des politiques monétaires et la montée des taux d'intérêt que ces chocs ont engendrés, avait récemment précisé Georgieva, lors de sa dernière visite à Abidjan (Côte d'Ivoire).

La première responsable du FMI a indiqué que les Assemblées annuelles 2023 du FMI et de la

BM penchent sur l'examen des solutions possibles pour lutter contre l'inflation et garantir la stabilité financière dans le monde, face à la montée des taux d'intérêt et des coûts d'endettement.

Le président de la BM, Ajay Banga, avait de son côté, déclaré, hier mercredi, lors d'une conférence de presse, tenue en marge des assemblées, que " le conflit en cours au Moyen Orient est un nouveau choc économique mondial injustifié ", mettant en

garde contre le fait que " ce choc puisse compliquer la tâche des banques centrales en matière de lutte contre l'inflation dans nombreuses économies ".

Et d'ajouter à Reuters, en marge des assemblées 2023 du FMI et de la BM " que les événements en cours au Moyen Orient est une tragédie humaine et un choc économique ? dont nous ne voulons pas ".





Réserves en eau des barrages tunisiens

Des chiffres alarmants

Les réserves en eau des barrages ont baissé de 25,5% (-201,32 millions de m³), à 586,493 millions de mètres cubes (m³), à la date de 6 octobre courant, par rapport à une moyenne des 3 dernières années de 787,925 millions de m³, à la même date, selon l'observatoire national de l'agriculture (ONAGRI).

A la date du 6 octobre, la répartition de ce stock entre les principaux barrages montre que les quantités d'eau les plus importantes se trouvent dans le barrage de Sidi Salem, soit 172,856 millions de m³, avec un taux de remplissage de 30%, ensuite dans les barrages de Sejnane (53,077 millions de m³ avec un taux de remplissage de 40%), de Sidi Saad (32,460 millions de m³ avec un taux de remplissage de 24%), et de Bouhertma (21,373 millions de

m³ avec un taux de remplissage de 19%), selon les indicateurs sur la situation hydraulique publiés par l'observatoire.

Le reste des réserves en eau est réparti entre les barrages de Joumine (12,991 millions de m³), Mellègue (7,842 millions de m³), Bir Mcherga (8,729 millions de m³), Siliana

(5,485 millions de m³), d'El Haouareb (0,006 million de m³).

A la date du 14 septembre 2023, le taux général de remplissage des barrages s'est situé à 27,3%, avec des taux de l'ordre de 32% au Nord, 11,3% au Centre et 6,8% au [Cap Bon](#), selon le bulletin de l'ONAGRI sur les chiffres du mois de septembre 2023.

Selon la même publication, les apports globaux dans les barrages sur la période allant

du 1er au 14 septembre 2023, ont été de l'ordre de 4,3 millions de m³, enregistrant ainsi une baisse importante par rapport à la moyenne de la période (38,7 millions de m³) et aux apports de la même période de 2022 (13,7 millions de m³).

Le total des utilisations des eaux des barrages durant la journée du 6 octobre courant, est de 2,270 millions de m³, provenant essentiellement du Nord (2,232 millions de m³) et un peu du Centre, soit 0,036 million de m³.

Jusqu'à ce jour, le total de l'approvisionnement en eau du lac Ichkeul durant la saison actuelle s'élève à 0,179 million de m³, contre un total de 0,036 million de m³ durant la saison dernière à la même date.

RADIO DIASPORA TUNISIA

*the voices of
the diaspora*



in partnership with



Kevin Urama de la BAD

Le marché de l'alimentation et de l'agriculture en Afrique atteindra 1000 milliards de dollars d'ici 2030



L'économiste en chef du Groupe de la Banque africaine de développement, Kevin Urama, a encouragé les entrepreneurs scandinaves et irlandais à considérer l'Afrique comme une destination d'affaires et d'investissement. Au cours de sa récente visite dans les pays nordiques, il a souligné que l'Afrique présentait d'énormes opportunités en raison de sa croissance démographique rapide, de son marché de l'alimentation et de l'agriculture en pleine expansion, de son urbanisation croissante et de ses classes moyennes en augmentation.

Kevin Urama a particulièrement mis en avant le potentiel de l'agriculture et de l'énergie en Afrique, notant que le marché de l'alimentation et de l'agriculture en Afrique atteindra 1000 milliards de dollars d'ici 2030. L'Afrique possède également d'immenses terres arables inexploitées, ouvrant la voie à une agriculture durable et à l'agro-industrie.

Il a souligné que la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), qui est le plus grand bloc régional au monde en termes de nombre de pays, représente un marché de 3 500 milliards de dollars. Kevin Urama a exhorté les entreprises danoises,

norvégiennes, suédoises, finlandaises et irlandaises à investir davantage en Afrique, car malgré une augmentation des échanges commerciaux récents, il reste un énorme potentiel inexploité.

Il a également appelé les investisseurs à considérer des domaines clés tels que les métaux verts, les réserves de minéraux, et les zones spéciales de transformation agro-industrielle, où la Banque africaine de développement et ses partenaires investissent plus de 1,5 milliard de dollars. L'Afrique détient d'importantes réserves de platine, de cobalt, de magnésium, de lithium et de graphite.

Kevin Urama a souligné que les opportunités en Afrique sont vastes et que les entreprises nordiques et irlandaises ont beaucoup à gagner en s'engageant davantage sur le continent.



Les ultra-riches de la région MENA ont presque doublé leur fortune en trois ans (rapport)

Les super-riches du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord ont presque doublé leur fortune en trois ans, alors que la région la plus inégalitaire du monde croule sous la dette et l'austérité.

La pandémie de COVID-19 et la crise du coût de la vie ont été une aubaine pour les ultra-riches du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA), qui ont vu leur richesse presque doubler entre 2019 et 2022, révèle un rapport

d'Oxfam publié aujourd'hui avant les réunions annuelles de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI) à Marrakech.

Les 0,05% les plus riches (106080 personnes) disposant d'une fortune supérieure à 5 millions de dollars ont vu leur richesse bondir de 75%, passant de 1 600 milliards de dollars en 2019 à 3 000 milliards de dollars à la fin de l'année 2022. En outre,

les 23 milliardaires de la région ont accumulé plus de richesses au cours des trois dernières années que durant la décennie qui les a précédés, a fait savoir le rapport.

Cette explosion de l'ultra-richesse intervient alors que tous les pays de la région MENA s'enfoncent dans l'endettement. En Tunisie, la dette publique est passée de 43% du PIB en 2010 à 80% en 2021, en Egypte de 70% à 90%



et au Maroc de 45% à 69%. Le Liban a vu sa dette augmenter jusqu'à un niveau ahurissant de 151 % en 2020, lorsque le pays a été contraint de se mettre en défaut de paiement.

Le FMI fournit une assistance financière à trois pays de la région, et au moins deux autres sont en train de négocier des prêts. Au cours de la dernière décennie, le FMI a promu des politiques d'austérité néfastes dans ses programmes de prêts, ce qui a contribué au sous-financement de services publics essentiels pour lutter contre les inégalités, tels que les soins de santé et l'éducation.

"Ces dernières années ont été surprenantes pour les riches. Ils ont prospéré alors que la pandémie et l'inflation ont restreint les finances des familles et contraint des millions de personnes à la pauvreté", a déclaré l'auteur du rapport et conseiller politique principal d'Oxfam International, Nabil Abdo.

"Les mesures d'austérité ne sont pas la réponse aux défis du Moyen-Orient - elles ne servent qu'à protéger les personnes les plus riches de la société pour qu'elles n'aient pas à supporter le poids des réformes économiques, tout en renforçant les inégalités et la pauvreté", a-t-il ajouté.

Même avant la pandémie, la région MENA était l'une des plus inégales au monde, les pays étant confrontés à des défis complexes tels que les conflits, le changement climatique, la hausse du chômage et des services publics largement sous-financés.

Oxfam appelle les gouvernements à récupérer ces richesses extrêmes pour servir l'intérêt public. Un impôt de 5% sur les fortunes supérieures à 5 millions de dollars au Liban, en Egypte, au Maroc et en Jordanie pourrait générer 10 milliards de dollars de recettes. Cette somme pourrait être utilisée pour investir dans des services publics de qualité, dans la paix et la sécurité et dans la lutte contre le changement climatique.

Un tel impôt sur la fortune permettrait à l'Egypte de doubler ses dépenses en matière de soins de santé, à la Jordanie de doubler son budget de l'éducation et au Liban de multiplier par sept ses dépenses en matière de soins de santé et d'éducation. A lui seul, le Maroc pourrait récolter 1,22 milliard de dollars, alors qu'il doit faire face à une facture de 11,7 milliards de dollars de reconstruction à la suite du récent tremblement de terre dévastateur qui l'a frappé.

750 Millions de Dinars en devises

Une convention de prêt syndiqué permettant de mobiliser près de 750 millions de dinars en devises a été signée mardi matin, entre le ministère des Finances et 18 banques locales.

Lors de la cérémonie de signature tenue au siège de son département, la ministre des Finances, Sihem Boughdiri Namssi a indiqué que cette convention s'inscrit dans le cadre du financement du budget de l'Etat programmé dans le cadre de la loi de finances de 2023.

Selon elle, "ce prêt représente un mécanisme de financement favorable en matière de coût et de conditions". La ministre a, à cet égard, salué le rôle "central" que joue le secteur financier et bancaire dans l'appui aux efforts de l'Etat visant à préserver les équilibres budgétaires et à soutenir l'économie nationale. "Les représentants du secteur ont, par ailleurs, exprimé leur prédisposition à continuer à soutenir l'Etat face aux défis budgétaires actuels", a fait savoir le ministère des finances.



Pas bête, le Tunisien moyen !

Le classement des peuples selon leur quotient intellectuel moyen vient d'être publié. Et dans ce palmarès de l'intelligence, la Tunisie arrive 52ème, un classement très honorable.

Le quotient intellectuel moyen en Tunisie se situe à 97,4 ; un chouïa en dessous de la moyenne internationale (99). Le QI du Tunisien moyen est quasiment identique à celui d'un Norvégien. On doit se féliciter... La moyenne tunisienne est faite sur un échantillon de 4800 personnes.

Quand on se compare on se console Le Tunisien moyen à un QI supérieur à celui d'un Algérien, ou même d'un Israélien. Loin devant le QI d'un Libyen ou d'un Marocain.

Voici le QI moyen par pays pour l'année 2022. Ce résultat est

basé sur 1 565 983 résultats du monde entier qui ont passé le test en 2022.

Les pays en gris sur la carte ci-dessous ont été ignorés parce qu'il n'y avait pas assez de données pour les inclure. Il est intéressant de noter que seuls 33 des 125 pays de cette étude ont un QI moyen supérieur à 99. Cela est principalement dû à la Chine, qui, avec son score moyen de 106,59 et sa très grande population, équilibre le score moyen global à 100.

Le QI moyen semble généralement plus élevé en Asie de l'Est. Proche de la moyenne en Europe, en Asie occidentale, en Océanie, en Amérique du Nord et en Afrique du Nord.

Et en dessous de la moyenne en Afrique centrale et australe et

en Amérique latine. Les facteurs génétiques, le niveau d'éducation, la qualité de vie... sont autant de facteurs qui rendent moins bêtes, moins cons et plus intelligent.

Comme tous les phénomènes, le QI suit une distribution gaussienne (courbe normale). La comparaison entre homme et femme ne donne pas de différence statistiquement significative dans la moyenne, la médiane et le mode.

En revanche la courbe du QI des femmes est moins aplatie (kurtosis élevé) que celle des hommes indiquant que les données extrêmes sont plus fréquentes dans la distribution du QI des hommes. L'écart type du QI des hommes est plus fort que l'écart type des femmes.



Le film 'Par-delà les Montagnes' de Mohamed Ben Attia remporte le Prix de la presse à Fameck

La 34ème édition du festival du film arabe de Fameck/Val de Fensch (France), a décerné le Prix de la presse à une fiction tunisienne, "Par-delà les montagnes" (Behind The Mountains, titre en Anglais) écrit et réalisé par Mohamed Attia. Le Prix de la presse est soutenu par la ville de Fameck.

Le palmarès de cette édition 2023 tenue du 5 au 15 octobre a été dévoilé samedi. Le Maroc, invité d'honneur du Fameck 2023, est lauréat du "Grand Prix" du festival. Le jury présidé par le comédien Zinedine Soualem, a décidé de

l'attribuer au film "Indivision" de Leila Kilani, coproduction de 2023 entre le Maroc et la France. La fiction "Par-Delà les Montagnes" (98') était dans la compétition long-métrages de fiction composée de 10 films représentant le Maroc, la Jordanie, la Syrie, le Soudan, le Yémen, la France et la Belgique. Le jury présidé par la journaliste et critique Nadia Meftah, a décidé d'attribuer le Prix de la presse à cette coproduction de 2023, entre la Tunisie (Nomadis Images), la France, la Belgique, l'Italie, l'Arabie Saoudite et le

Qatar.

"Par-delà les Montagnes" ("Oura El Jbel", titre en arabe) est le troisième long-métrage de Ben Attia, après Inhebek Hedi (2016) et Weldi (2018). La compagnie française "Luxbox" assure la vente internationale de ce film qui a fait sa première mondiale à la 80ème Mostra de Venise tenue du 30 août au 9 septembre 2023, dans la section Orizzonti.

Parmi les principaux acteurs au casting de cette fiction, Majd Mastoura, Samer Bisharat, Walid

Bouchhioua, Selma Zeghidi, Helmi Dridi et Wissem Belharek. La direction de la photographie a été confiée au Belge Frédéric Noirhomme alors que la musique est l'oeuvre du Français Olivier Marguerit qui est auteur-compositeur-interprète, musicien, multi-instrumentiste et arrangeur.

Synopsis : Après avoir écopé de 4 ans de prison pour avoir saccagé son lieu de travail, Rafik n'a qu'une idée en tête, retrouver sa femme et son fils, les emmener loin pour leur montrer ce qu'il a découvert : son don de s'envoler. Devant l'incrédulité de sa femme et la résistance de sa belle-famille, Rafik fait irruption à l'école et Kidnappe son fils. Pendant leur cavale, ils font la connaissance d'un berger et se réfugient dans une maison à la campagne. Là, tout s'emballe.

Le Festival du film arabe de Fameck est l'occasion de mettre en lumière des cinématographies qui témoignent d'une grande vitalité. Les films traduisent les préoccupations des sociétés arabes, sur lesquelles les réalisateurs portent leur regard sans concession, parfois audacieux, critique, tendre ou méditatif.

Considéré comme l'un des rendez-vous majeurs de la rentrée culturelle dans la région Grand Est, le festival propose plus de 40 films, longs métrages

de fiction, documentaires, courts métrages dont beaucoup inédits ou en avant-première, avec pour objectif de promouvoir une cinématographie émergente. La programmation regroupe plus de 110 projections sur dix jours embrassant la production de pays comme le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, l'Egypte, la Jordanie, la Syrie, la Palestine, l'Irak, le Liban, etc.

Plusieurs distinctions sont remises lors du palmarès : Grand Prix, Prix du Jury Jeunes, Prix du Jury Presse, Prix du Public, Prix du Documentaire et Prix du Court Métrage.

Voici le palmarès complet de cette édition 2023 :

- "Grand Prix" du "Indivision" de Leila Kilani (Maroc, France, 2023)

- Prix de la presse : "Par-delà les Montagnes" de Mohamed Ben Attia (Tunisie, France, Belgique, Italie, Arabie Saoudite, Qatar, 2023)

- Prix du jury jeunes : "Nezouh" de Soudade Kaadan (Syrie, Grande-Bretagne, France, 2023)

- Prix du Documentaire : "N'en parlons plus" de Cécile Khindria et Vittorio Moroni (France, Algérie, Italie, 2022)

- Prix du Public : "Animalia" de Sofia Alaoui (Maroc, France, 2023)



AUDIENCE WMC PORTAL
(2019 - source Google Analytics)

+ de **7 Millions**
Visiteurs Uniques

+ de **12 Millions**
Visites

+ de **23 Millions**
Pages Vues

L'Offre de ciblage intégrée la plus puissante du web tunisien

CSP+, Cadres, Dirigeants...
associé à un ciblage large public
(depuis 2000)



Le calvaire d'un chroniqueur

Mes chers lecteurs et lectrices, vous n'avez aucune idée de la souffrance que peut avoir un chroniqueur –ou une chroniqueuse- pour pondre un papier qui attire l'attention du lecteur, lui qui est inondé d'informations, de nouvelles de téléphones, de télévision et tout ce qui se passe quelque part dans le monde à l'instant t'arrive quelques secondes plus tard sur les pupitres et écrans des journalistes qui, à la fin, deviennent blasés ; suivez n'importe quel journal télévisé et c'est du sang à la une ; le Darfour, l'Irak, la Palestine, l'Afrique, les banlieues françaises, la Corse. Et alors quand la nature s'y met, ce sont des cyclones

Alors les problèmes de tous les jours du Tunisien moyen

deviennent secondaires, lui qui paie toujours sa baguette amaigrie il est vrai à moins de 200 millimes, qui paie son essence à environ 1 dinar tunisien et qui, dans la majeure partie des cas, est logé et éclairé ; vous allez encore dire que je fais de l'autosatisfaction, ça ne me dérange pas, je ne fais que constater alors je me rabats sur les travers de notre société naissante.

Les travers ce n'est pas ce qui manque, et si les lecteurs veulent participer à ce papier comme nombreux l'ont fait par leurs commentaires et avis quand j'ai osé faire un parallèle entre le paysan et le banquier, les paysans n'ont rien dit, trop occupés à cultiver leurs jardins, mais les banquiers se sont fâchés et ont failli couper les vivres à

mon patron, et du coup il a failli me licencier !

Mais je suis rassurée quand un patron essaie de licencier quelqu'un, il va en baver, car on peut jouer avec tous les codes sauf un : le code du travail. Il est rigide et est rédigé d'une manière absolument austère et a de quoi décourager n'importe quel chef d'entreprise.

Regardez-moi, si demain je fais n'importe quoi, je continuerai à faire de la soupe et je suis "invivable", alors pourquoi je me casse la tête à chercher et vivre un calvaire, puisque je peux écrire n'importe quoi et mon salaire sera versé en fin de mois ?

Ibtissem

(10 décembre 2007)



HORS-SÉRIE

RETRAITE

En Tunisie



KIOSQUE



LeMag n°105

- Budget 2023 : Le gouvernement Bouden propose des mesures urgentes à prendre
- «Le décret présidentiel sur la réconciliation pénale est inapplicable», affirme Faouzi Abderrahmane
- Fuite des cerveaux tunisiens
- Les beignets de Ghomrassen au patrimoine mondial de l'Unesco?



LeMag n°101

- IDE : Forte augmentation des investissements étrangers
- Impact de la dévaluation du dinar sur les entreprises publiques
- De l'air pour ne plus avoir soif à l'école
- La nouvelle Golf 8 en Tunisie



LeMag n°99

- Guerre en Ukraine : L'onde de choc économique sur la Tunisie
- Pas de réduction du déficit énergétique et des prix de l'électricité sans énergies renouvelables
- Suppression des autorisations pour 12 activités économiques
- «El Hadhra» de Fadhel Jaziri : Transe au cœur de la Cité



LeMag n°91

- Risque Tunisie : Fortes pressions sociales et internationales
- Les exportations du jean tunisien aux USA ont bondi de 69% en 2021
- 1,5 million de Tunisiens auraient payé 570 MDT de pot-de-vin en 2020
- «Yallaa» ou la découverte des joies de la création avec Rania Werda



LeMag n°85

- Marché financier 2021 : Quel bilan ?
- Loi de finances 2022 : Les sociétés de Commerce International en colère
- Loi de Finances 2022 : Créances fiscales, réduction des pénalités et facilités de paiements
- Récit d'une aventure artistique de Rached Zarrai Miladi



LeMag n°79

- Recouvrement : Un frein à la pérennité de l'entreprise
- Re*Connect, promouvoir les femmes évoluant dans l'IT
- Marché de l'automobile: Des immatriculations en légère baisse en octobre
- La Tunisie n'a pas besoin du FMI pour financer son économie



HORS-SÉRIE



L'Entreprise Digitale